

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

mai 1977

sommaire

Les fantômes du PCF.....	p. 2
L'impuissance de la droite..	p. 2
Chine : la crise politique..	p. 3
Inde : d'un bloc à l'autre..	p. 3
Chine 1927.....	p. 4
Les armes de la bourgeoisie.	p. 4
L'anarcho-syndicalisme.....	p. 6
Rosmer et Monatte.....	p. 7
Lettre de Berlin.....	p. 8

mensuel n° 37
2 ff 20fb/15fs/50cts.can.

LE PCE RECONNU PAR LES SIENS

Alors que les bigots d'Espagne et d'ailleurs célébraient la résurrection du Christ, le gouvernement du très catholique Juan Carlos 1er proclamait celle du champion officiel du "bolchévisme athée", cible favorite des croisés de 1936. Certes, il ne s'agit pas d'une véritable résurrection : depuis longtemps, on savait que le PCE avait établi en Espagne même un solide appareil qui lui permettait d'accomplir sa sale besogne de défenseur de l'ordre bourgeois. Depuis quelques mois, c'est même ouvertement, qu'il menait ses activités et que son secrétaire général dirigeait sur place ses troupes. Mais il manquait au PCE le label d'honorabilité venant le récompenser de ses bons et loyaux services et surtout lui permettant de s'attabler à la mangeoire électorale. C'est chose faite : les cloches venues de Rome ont déposé dans le jardin de Carrillo le cadeau tant attendu.

L'immense soupir de soulagement poussé par toutes les bonnes âmes à son annonce, comme les lamentations des ratapoiés du franquisme exprimant leur "dégoût", pourraient faire sourire, s'ils ne s'appliquaient pas à des événements en fait aussi dramatiques.

En effet, ce n'est pas avec la satisfaction et l'allégresse des démocrates de tous poils, de la droite "civilisée" aux anarchistes, que Us révolutionnaires suivent le processus actuel de libéralisation du régime en Espagne. Loin de le considérer comme une "grande victoire" du prolétariat, ils y voient la mise en place d'une terrible machine de guerre contre celui-ci.

La classe ouvrière d'Espagne a pu faire l'expérience tragique des bienfaits de la Démocratie. Entre 1931 et 1936, c'est une République démocratique qui a réprimé sauvagement Us luttes, qui a rempli Us prisons, qui a écrasé dans un bain de sang le mouvement des Asturies. Entre 1936 et 1939, c'est le "Frente Popular", c'est à dire la gauche, qui, d'abord, démobilise Us ouvriers soulevés contre le coup d'Etat du 18 juillet, ensuite réprime leur moindre tentative de résistance autonome de classe, enfin Us livre pieds et poings liés à la curée franquiste. Et, dans cette besogne répugnante, le PCE toujours au premier rang. C'est lui en particulier qui se fait l'exécuteur des hautes oeuvres de la bourgeoisie à Barcelone en mai 37 contre le dernier sursaut proUtarien.

Quarante années de dictature franquiste ont fait oublier le rôle sinistre de la démocratie et de la gauche. Aussi, à l'heure où la crise mondiale du capitalisme jette Us travailleurs, et particulièrement ceux d'Espagne, dans des luttes de classe ds plus en plus puissantes, la bourgeoisie s'apprête à leur opposer les armes qui lui ont si bien servi dans le passé. Et si quelques momies nostalgiques, quelques portemédailles attardés s'émeuvent de ces "renoncements" et de ces "trahisons", c'est un choeur presque unanime qui dénonce "l'attaque des secteurs anti-démocratiques contre le gouvernement légitime de la nation et contre le processus politique en cours" (éditorial commun des journaux du 16 avril).

Hier, la dissolution du secrétariat général du "Movimiento", aujourd'hui la légalisation du PCE, demain les "premières élections libres depuis 40 ans", c'est tambour battant que le capital espagnol liquide un régime anachronique. Pour la classe ouvrière, le chemin le plus difficile est encore devant elle. Jusqu'ici, la bourgeoisie ne savait lui opposer que la répression sans mots, maintenant elle aura droit en plus aux bonnes paroles, aux discours sur la démocratie, aux envolées sur le "socialisme". Le carnage commencé en 36 et qui s'est prolongé jusqu'en 45 dans le monde entier doit lui montrer ce qu'il en coûte de les écouter.

FRANCE

EN PASSANT PAR LA LORRAINE, LES GRANDES MANŒUVRES SYNDICALES

Chaque semaine qui passe est marquée par de nouveaux licenciements, de plus en plus massifs dans tous Us secteurs de l'économie française. La crise générale du capitalisme connaît indubitablement une nouvelle étape : c'est une nouvelle vague de bien plus de 100 000 chômeurs qui, en quelques mois, sinon en quelques semaines est venue grossir la masse du million de travailUurs réduits à la portion congrue d'une allocation chômage de plus en plus hypothétique.

Il est devenu clair pour la bourgeoisie française que la crise de son système est devenue générale. L'extension de la crise politique en Europe du Nord se manifeste en France par des convulsions politiques de plus en plus fortes ; telU la scission au sein du parti gouvernemental entre Giscard et Chirac, la querelle PC-PS sur la "réactualisation du programme commun". Tous ces symptômes montrent que la classe dominante peut de moins en moins gouverner et entre dans une période d'instabilité permanente.

Cette instabilité est appelée nécessairement à s'aiguïser dans Us mois qui viennent. La France, en effet, est, en dépit des apparences, relativement plus touchée par la crise économique que des pays plus faibles comme l'Italie et l'Espagne. C'est le coeur de son économie : la sidérurgie, qui se désagrège rapidement, faute de pouvoir être compétitive sur le marché mondial dominé par l'acier américain et japonais. C'est ce fait même qui explique l'apparente "offensive" et "radicalisation" des syndicats pour sauvegarder le capital national.

La fin de la pseudo-reprise de 1976 a mis fin à une situation de stagnation de la lutte de classe. La croissance massive du chômage, la diminution du salaire réel des ouvriers ont mis fin aux illusions sur un hypothétique retour au "plein emploi" et une relance de la "consommation". Le nombre extrêmement élevé de grèves depuis la fin de l'année précédente, l'extension de celles-ci des petites unités de production les plus touchées par la crise à la grande industrie traduisent en acte cette reprise de la lutte de classe en France (ou comme, d'ailleurs, au niveau international).

Si la lutte de classe ne s'est pas encore manifestée sous la forme d'explosions violentes, cela est dû essentiellement à tout le battage fait par la gauche et les gauchistes sur les élections sur le thème : "rien ne sert de lutter, il faut maintenant voter", en attendant que demain, avec la gauche au pouvoir, "on rase gratis". C'est cet étouffement permanent des luttes ouvrières qui explique qu'avant les élections, les grèves se soient essentiellement limitées aux petites usines où le poids syndical est plus faible, ce

qui explique toute la campagne menée par la CGT et la CFDT sur l'extension de la syndicalisation. Une telle politique d'étouffement des luttes n'est évidemment pas sans risque dans la grande industrie : elle ne fait que redoubler les risques encourus par la bourgeoisie d'explosions sociales d'autant plus fortes que le mouvement de mécontentement a été trop brutalement et trop longtemps comprimé. L'exemple de la Belgique et de la Hollande a d'ailleurs montré clairement que même dans une période d'intense intoxication électorale la pression syndicale ne suffisait plus à arrêter le mouvement de mécontentement des ouvriers durement touchés par la crise.

Au lendemain des élections, se sont développées toutes sortes de mouvements de grève dans les secteurs-clés de l'économie (métallurgie, sidérurgie, docks). Loin d'être des mouvements spontanés de la classe, ceux-ci ont été déclenchés préventivement, dans la peur que, comme en 36, avec la victoire de la gauche, les ouvriers prennent au sérieux toutes les promesses mensongères de la gauche.

(suite page 2)

ITALIE

LA BOURGEOISIE AFFINE SES ARMES SYNDICALES

L'Italie continue de s'enliser dans la crise. Les mesures de restriction, le sous-emploi croissant n'ont pas suffi à redresser l'économie nationale, qui s'essouffle à ne plus pouvoir exporter. Dans un premier temps, l'Etat, pour tenter de "rationaliser ses dépenses", a dû s'attaquer aux couches moyennes, aux secteurs improductifs, au "gaspillage" : c'est ainsi que le chômage sans cesse croissant des "jeunes" soulève à l'heure actuelle une vague de révoltes étudiantes (cf. articles des n°35 et 36 de RI). Mais ces mesures ne suffisent plus. Pour que l'économie italienne puisse maintenir un reste de compétitivité, il faut aujourd'hui s'attaquer plus directement aux "coûts de travail", c'est à dire aux salaires de la classe ouvrière. C'est d'ailleurs la condition sine qua non que le FMI a posée pour accorder un prêt indispensable pour éviter un nouvel écroulement de la lire. En janvier, un accord avait déjà été passé entre syndicats et patronat pour tenter de réduire ces "coûts de travail". Aujourd'hui, c'est à "l'échelle mobile" qu'ils s'attaquent : les prochaines augmentations des transports, de l'électricité, et des journaux ne se trouveront pas répercutées par des augmentations de salaire.

Quand on sait que cette "échelle mobile", cheval de bataille des syndicats, n'a pas été touchée depuis 49, et que les syndicats ont mis en avant son inviolabilité pour prouver leur radicalisme et leur force dans les derniers mouvements, on comprend leurs hésitations et le malaise qui les prend.

Quand on sait de plus l'instabilité politique croissante qui règne en Italie, on comprend que l'ensemble de la fraction de gauche s'inquiète de ce nouveau pas dans la crise. En effet, le gouvernement "pont" d'Andreotti commence à dater, et dans le PC lui-même des tiraillements se font sentir à accepter les mesures d'austérité du gouvernement sans avoir les coudees franches pour organiser la politique d'austérité. Lors de la dernière réunion du comité central du PC, Libertini, le député de Turin, avertissait la direction de "l'aggravation de la situation dans les entreprises" : "nous sommes à un tournant : soit nous réussissons, soit nous enregistrons une défaite historique". Coincé entre le marteau et l'enclume, entre la nécessité de préserver une image mystifiante de radicalisme face à la classe ouvrière

AFRIQUE

DE L'ANGOLA AU ZAÏRE...

LA GUERRE PERMANENTE

En envoyant des conseillers militaires et du matériel au secours du régime zaïrois aux côtés de l'armée marocaine, le gouvernement français a pris une part plus active aux affrontements qui secouent l'Afrique, affrontements marqués par l'omniprésence des grandes puissances. Cette nouvelle guerre au Zaïre est une bataille de plus de la lutte stratégique qui dépasse de beaucoup l'enjeu régional du Shaba et des mines de cuivre mettant aux prises les grandes puissances, et il fait partie de la chaîne ininterrompue de conflits ouverts dans cette région en Angola, au Mozambique, en Rhodésie. Conflits qui font l'objet de l'attention soutenue de toute la "diplomatie" mondiale. Le voyage de Kissinger l'an dernier, ceux de Castro et Podgorny récemment, la conférence de Dakar autour de Giscard d'Estaing, ont montré la nature internationale de chacun des combats qui surgissent en Afrique.

Sur ce continent, l'Europe occidentale et notamment la France, plus encore que les USA, a des intérêts immédiats, industriels et commerciaux à défendre, intérêts directement menacés par le harcèlement permanent de percées militaires soutenues et suscitées par l'URSS. C'est pourquoi, pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, cherchant à retrouver les envolées gaullistes en politique extérieure, Giscard a engagé l'aide de la France au Zaïre, voulant sceller autour de lui le regroupement des régimes africains dits "modérés". Mais la politique extérieure de la France ne peut être aujourd'hui qu'une pile copie de celle d'un De Gaulle, qui pouvait encore se permettre de ruer dans les brancards de l'emprise américaine : elle ne peut être qu'un appendice de cette même emprise. Pour un pays fermement réancré dans le bloc américain comme la France, la défense de ses intérêts ne peut pas s'opposer à ceux de son bloc de tutelle.

(suite page 3)

(suite page 3)

UNE DROITE IMPUISSANTE

Les élections municipales n'ont rien résolu, la bourgeoisie française se retrouve confrontée aux mêmes problèmes et sa crise politique ne fait que s'approfondir. Les perspectives de la majorité présidentielle (RPR, RI et centristes) s'amenuisent d'élections en élections comme peau de chagrin sous le lent travail de sape de la crise.

Incapable de dépasser ses divisions, car trop liée aux secteurs archaïques du capital, incapable de faire accepter à une classe ouvrière dont la combativité se réveille les conséquences de la crise, la droite se révèle de plus en plus impuissante à assurer la gestion du capital national secoué par la crise économique mondiale.

La formation du nouveau gouvernement Barre après les élections traduit bien cette impuissance. En fait, en voulant un gouvernement "au dessus des partis", Giscard ne fait qu'exprimer la difficulté de faire coexister au sein d'un gouvernement homogène les différentes tendances de la majorité. Nous voilà donc avec un gouvernement de "technocrates", et même un tel gouvernement est difficile à former, les rats quittent le navire en perdition, bien peu de nos vedettes de la politique sont prêtes à compromettre leur carrière dans un gouvernement qui risque bien d'être le dernier avant la venue de la gauche au pouvoir*

Cette venue quasiment inéluctable des partis du "Programme Commun" à la direction de l'Etat lors des prochaines élections législatives pèse déjà de tout son poids sur la vie politique française. Barre le sait bien qui propose un plan d'action pour le gouvernement qui se limite à un an, juste de quoi attendre la venue des gestionnaires de gauche à la tête du capital national»

C'est cette perspective que refuse le RPR, de plus en plus isolé et qui voit les fonctions gouvernementales s'éloigner de lui. Alors que Giscard déclare qu'il tiendrait compte "de la volonté de des français... de construire leur avenir comme ils l'entendent", Chirac rétorque: "l'alternance du pouvoir est aujourd'hui impossible" Mais les rodomontades du matamore Chirac n'y changeront rien, aujourd'hui toute la bourgeoisie sait bien que ce gouvernement n'a aucun sens car il s'appuie sur une "majorité" qui va disparaître*

Liée aux intérêts les plus anachroniques du capital national, minée par ses contradictions internes, la droite est de plus en plus impuissante à mener à bien la tendance au capitalisme d'Etat nécessaire à la sauvegarde de l'économie française et à la faire accepter au prolétariat. La gauche elle, moins liée au capital privé, plus apte à mystifier la classe ouvrière, à lui faire accepter de se serrer la ceinture, est actuellement mieux à même de défendre les intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie française.

Dans ces conditions, allons nous assister à des élections anticipées? Certainement pas, car si, comme toutes les fractions de la bourgeoisie, la droite s'accroche au gâteau du pouvoir, la gauche quant à elle désire arriver dans les meilleures conditions possibles à la tête de l'Etat français. Pour cela il lui faut encore accroître sa force et son unité : c'est pour cela qu'à l'intérieur du PS, Mitterrand veut mettre au pas son enfant terrible, le CERES, et que Marchais et Mitterrand tiennent à réactualiser le Programme Commun. Malgré de profondes divisions internes, la gauche, dans la perspective du pouvoir, doit surmonter, ne serait-ce qu'en façade, ses divergences, et la récente déclaration de Marchais sur le parlement européen en est un signe,

Le gouvernement Barre est donc juste destiné à maintenir tant bien que mal le capital national à flot en attendant la médecine plus vigoureuse que va tenter de lui administrer la gauche. Mais avec la crise politique de plus en plus grave que subit la bourgeoisie, les retournements d'alliances ne sont pas impossibles en son sein et les rivaux d'aujourd'hui peuvent très bien se retrouver ensemble pour faire accepter encore plus de sacrifices à la classe ouvrière, que ce soit au nom d'un "front populaire" comme en 36, ou au nom d'un "gouvernement d'union nationale" comme en 45. RPR, RI, MRG, PC, PS, et même gauchistes sont les mêmes larrons d'une farce tragique que la bourgeoisie joue aux travailleurs.

J. J.

LORRAINE (suite de la p.1)

Les syndicats savent trop bien aussi que si on ne lâche pas assez de lest par des "journées d'action", des grèves d'apparence "dure" pour redorer leur blason terni, ce sont des explosions ouvrières plus violentes qu'en mai 68, compte tenu de la situation objective de crise de plus en plus explosive, qui ne manqueraient pas de briser toutes les digues syndicales. Et, de fait, les soi-disant "luttes" déclenchées et contrôlées de A à Z par la CGT et la CFDT pour faire face à une nouvelle montée de lutte de classe, aux lendemains des élections traduisent en acte toute la stratégie de dévoiement du mécontentement ouvrier sur le terrain de la défense de la "corporation" (dockers), voire de la défense de la "région" (Lorraine). Toute la tactique actuelle des syndicats est d'amuser les ouvriers en montant en épingle des grèves présentées comme "exemplaires" ou "dures", afin de mieux les démobiliser ; il s'agit de faire croire à l'ensemble des ouvriers que point n'est besoin de lutter par eux-mêmes, que la gauche "Lutte" pour eux. Toute cette stratégie anti-ouvrière des syndicats ne sert en réalité qu'à toujours plus utiliser le mécontentement ouvrier qu'ils réussissent à canaliser pour accélérer la venue de la gauche au pouvoir et préparer les mesures capitalistes d'Etat qui accompagnent cette venue.

La Lorraine est depuis ces dernières semaines un exemple particulièrement éclairant des grandes manoeuvres syndicales dirigées contre le prolétariat. Dans cette région, où la crise se fait sentir plus durement qu'ailleurs, au point que le patronat a annoncé plusieurs milliers de licenciements, ce ne sont ni les "monopoles", ni les "barons de l'acier" si chers à la démagogie du PCF

P.C.F.

LES FANTOMES DU P.G.F

•Le PCF a des ennuis. La récente parution à grand battage d'un livre : "Les communistes et l'Etat" vient à point pour donner un alibi théorique à l'abandon au XXIIème Congrès de la "dictature du prolétariat", mais réveille les vieilles douleurs et les doutes des staliniens bon teint formés, eux, au moule du "marxisme" le plus doctrinal, celui-là même qui servit si bien de couverture au stalinisme dès avant ce Congrès. E. Balibar, philosophe du PC, s'indignait, citant Lénine : "Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte de classes jusqu'à la reconnaissance du prolétariat" ("L'Etat et la révolution").

Il est clair pour nous que ce parti, avec ou sans ce concept, n'a fait, depuis cinquante ans, que participer à l'encadrement de la classe ouvrière dans le jeu de la politique bourgeoise. C'est certainement ce que le PC appelle, parlant de son attitude au Front Populaire sa "stratégie extraordinairement novatrice", dans "le droit fil de sa tendance historique".

Aussi faut-il se demander pourquoi le PC se met dans une situation si délicate face à une partie de ses troupes. C'est que la perspective a changé : il n'y a qu'à écouter Paul Laurent, disant aujourd'hui de son cher parti que "ce qui fait la différence essentielle entre le parti révolutionnaire et les autres, c'est la transparence de sa politique, c'est la clarté de ses prises de positions" ("Nouvelle critique", avril 77), car, pour être claires, elles le sont : ce que veulent les communistes, c'est développer au maximum les compétences et les initiatives des échelons de base de la vie sociale en leur conférant la plus large autonomie de gestion", et ce, dans la perspective "d'un mouvement devant conduire à l'autogestion de la société d'ensemble.

Les moyens ? L'utilisation de l'appareil d'Etat qui, dit-il, "se transforme sous nos yeux" et dont certains "sous-estiment la force, son autonomie, sa puissance de frappe" car il faut, -restons attentifs- "considérer l'énergie populaire que libère la victoire d'une majorité démocratique", et "apercevoir la force immense que donne la conquête de la majorité".

Ce qui, dans la bouche des défenseurs, mêmes critiques, des pays les plus totalitaires du monde ne cesse de surprendre. Qui voit là autre chose qu'une profession de foi envers la politique électoraliste et parlementaire la plus classiquement bourgeoise est bien habile. Et,

qui provoquent l'arrêt de plusieurs hauts-fourneaux mais les lois inexorables de la concurrence capitaliste sur le marché mondial, où ne survivent que les secteurs les plus compétitifs et les plus concentrés. Depuis plusieurs années, la sidérurgie lorraine déclinait, peu à peu supplantée par la "sidérurgie sur l'eau" de Dunkerque. Et, en Lorraine -où le patronat paternaliste s'est toujours évertué à maintenir à tout prix le calme social- le licenciement de milliers d'ouvriers ne peut que faire planer la menace sur la tête de la bourgeoisie et de ses syndicats de violentes explosions sociales à la mesure d'un traditionnel calme social.

C'est dans cette région que les manoeuvres syndicales se manifestent le plus clairement :

- d'une part, éviter le surgissement d'un prolétariat hautement concentré, d'un prolétariat industriel traditionnellement force décisive de toutes les révolutions prolétariennes.
- utiliser le mécontentement ouvrier pour faire pression sur les secteurs archaïques de la bourgeoisie afin de laisser la place à la gauche et aux mesures de capitalisme d'Etat nécessaires à la survie du capital national.

Sur le premier plan, la politique des syndicats en Lorraine a été un chef d'oeuvre de dévoiement. Tout a été mis en oeuvre pour qu'aucune grève spontanée et généralisée ne se développe pour que toute velléité de lutte de classe reste contenue dans le cadre mortel de la défense de la "région" et du "patrimoine français". Jamais l'encadrement syndical ne s'est montré aussi répugnant depuis le "tour" de France des luttes : "défilés-rallyes" en Moselle, "caravanes

syndicales, ouvriers transportés en cars entiers à Paris devant le Palais-Bourbon pour soutenir "leurs" élus de gauche, leurs pires ennemis, rien n'a manqué pour démobiliser par tous les moyens les plus grotesques les ouvriers sidérurgistes. Plus cyniques que les gauchistes qui feignent de voir dans ces journées d'inaction un pas en avant des syndicats sur le chemin de la "radicalisation", les chefs syndicaux proclament sans ambages -tel Edmond Maire- qu'"attendre les élections législatives pour entreprendre une action revendicative, ce serait non seulement une attitude dangereuse, mais peut-être suicidaire". On ne peut être plus clair : est suicidaire toute politique syndicale qui n'arrive pas à déjouer les ouvriers par de pseudo-grèves, quand le déjouement électoral offre de moins en moins de possibilité pour la bourgeoisie de stopper le cours montant de la lutte de classe.

Mais, surtout, la Lorraine sert de banc d'essai à la gauche pour hâter et préparer pour 78 sa venue au pouvoir. Il s'agit d'une part, de montrer que la gauche est seule capable de maintenir encadré le prolétariat, et, d'autre part, de maintenir un niveau d'apparence effervescente en milieu ouvrier pour briser la résistance des secteurs les plus rétrogrades de la bourgeoisie, qui ne comprennent pas que leur survie comme classe repose sur la gauche et ses mesures d'étatisation de l'économie. Alors que les républicains indépendants et les gaullistes s'opposent, avec la majorité du patronat, à une éventuelle nationalisation de la sidérurgie, Séguéy déclarait tout net il y a quelques semaines: "L'heure n'est, ni à la défensive, ni à l'hésitation. Elle est à la lutte unie et vigoureuse qui viendra à bout de l'intransigeance bornée de la coalition gouvernementale et patronale".

Cette nécessité de nationaliser un des secteurs les plus névralgiques de l'économie, d'une économie de plus en plus transformée en économie de guerre, s'impose en effet de plus en plus dans la perspective d'une troisième guerre mondiale, qui deviendrait inévitable sans une vigoureuse offensive révolutionnaire du prolétariat. La gauche, le PS, avec l'appui du PC, est la seule qui puisse -à travers le thème mystificateur de l'expropriation des "grands monopoles"- opérer cette transformation en une économie de guerre répondant aux besoins du bloc. Il est significatif de voir avec quelle rapidité en Lorraine s'est concrétisée l'Union Sacrée de tous les partis du capital pour la sauvegarde d'un secteur clef du capital national. C'est quasiment la totalité du conseil régional de la Moselle qui s'est prononcée pour la nationalisation de la sidérurgie.

Tout le reste n'est que mensonge de la part des syndicats et de la gauche. Maintenir des ouvriers sidérurgistes dans "leur" région ? Marchais a pris soin d'affirmer lors «l'un "forum de l'Expansion" devant tous les patrons réunis que le PC ne s'opposait pas à des déplacements de main-d'oeuvre. Maintien de l'emploi et réduction du chômage ? les ouvriers lorrains déplacés à Fos savent ce que valent de telles promesses. En bon langage bourgeois, nationalisation signifiera concentration de l'offensive du capital contre le prolétariat, encadrement et exploitation renforcés du prolétariat.

L'exemple de la Lorraine montre aujourd'hui combien fort demeure l'encadrement syndical et de quel poids pèsent les mystifications de la gauche : nationalisations, régionalisme, sur le prolétariat en France. Avec, bien sûr, le concours de toutes les espèces possibles et imaginables de gauchistes toujours prêts à découvrir une spécificité "bretonne" ou "lorraine" du prolétariat qu'ils rabattent pour ses éléments les plus combattifs vers les syndicats !

Ce décalage réel entre le niveau de la crise et la faiblesse actuelle de la riposte de classe ne peut être comblé que par la lutte généralisée du prolétariat contre son ennemi les plus redoutable : les syndicats. Le fait même que la pression de la gauche se fasse de plus en plus sentir sur le gouvernement prouve d'ailleurs que la bourgeoisie se trouve aujourd'hui devant la perspective d'explosions ouvrières de moins en moins contrôlables par les syndicats. Pour le prolétariat, la seule perspective est donc plus que jamais une lutte de résistance de plus en plus décidée et généralisée contre le capital et tous ses agents syndicaux.

(1) Dans cet article, c'est au nom de la fidélité à Lénine dénonçant la démocratie bourgeoise qu'elle vilipende les abandons actuels du PC.

ITALIE (suite de la page 1)

semble s'éloigner. Et l'ensemble de la gauche, PC, gauchistes, syndicat, voient avec une certaine inquiétude "leurs" masses se "dépolitiser": la classe ouvrière, en effet, répond de moins en moins aux grèves bidons, aux manifestations "démocratiques" anti-terroristes ou anti-fascistes, que la gauche orchestre pour "mobiliser" les travailleurs sur des objectifs qui détournent leur mécontentement et leur combativité vers des culs-de-sac. De main ils crieront au scandale devant la violence de la riposte ouvrière, qu'ils imputeront sans nul doute à la CIA, comme ils l'ont fait pour les violences étudiantes à Bologne. Pour l'heure, ils tentent de trouver des solutions à cette "apathie" qui rend inefficaces leurs manœuvres de défolement du mécontentement, et leur fait ressentir une certaine perte de contrôle. C'est pourquoi, sous l'impulsion des gauchistes et des cadres moyens des syndicats, on assiste aujourd'hui à une tentative de revivifier les "conseils d'usine", organes d'encadrement à la base des ouvriers.

la "démocratisation" des conseils d'usine

Confrontés directement au problème de l'encadrement des luttes ouvrières, les syndicats sont certainement la fraction de la bourgeoisie qui a su tirer le plus d'enseignements de la vague de luttes de 69, où ils ont vu les ouvriers se dresser directement contre eux, et organiser leur riposte de classe à la crise du capital indépendamment et contre les structures syndicales, dans leurs assemblées et leurs comités de grèves élus et révocables par elles. Ebranlés par la secousse, les syndicats italiens ont su, dès le recul du mouvement, se ressaisir et s'adapter aux nouvelles nécessités: c'est ainsi qu'en 70, ils ont créé une nouvelle structure: "les conseils d'usine". Cet organe, base du syndicat, qui s'apparente aussi bien aux "shop-stewards" qu'aux tentatives actuelles des syndicats en Espagne (cf AP n°12 "Nuevos sindicatos") a la particularité d'être formé de délégués d'ateliers élus et révocables, qui peuvent ne pas être syndiqués. La somme de ces délégués forment donc une base syndicale très large, qui pénètre chaque partie de l'usine. Cette formation comporte le double avantage de créer une structure qui puisse contrôler les incontrôlables, à savoir la masse sans cesse accrue des non-syndiqués, et de constituer une opposition défouloir parfaitement encadrée puisque le mécontentement qui s'y exprime est transmis à la direction syndicale sans autre répercussion.

Aujourd'hui, ces organes parviennent de plus en plus difficilement à remplir leur fonction. Les "conseils d'usine", simples assemblées d'information des décisions de la direction, sont trop coupées de l'appareil central, et peuvent difficilement apparaître comme un lien où puisse agir le mécontentement ouvrier. Il s'agit donc, alors que la pilule à faire avaler à la classe ouvrière se fait plus amère, de leur redonner un semblant de vie. Pour les directions syndicales, l'objectif est double: reprendre le contrôle de cette "courroie de transmission" à un moment où le PC s'approche de plus en plus du pouvoir, et réactiver l'illusion de participation de l'ensemble et de possibilité de créer une opposition "radicale" à la politique d'austérité au sein des syndicats. La chose avait été prévue: pressentant la nécessité d'adaptation constante de ces organes d'encadrement dans une situation de plus en plus troublée, les syndicats avaient refusé d'en figer les modalités: "la façon même dont nos conseils d'usine gèrent leur propre démocratie ne nous semble pas pouvoir être soumise à une réglementation" (Bruno Trentin, idem). C'est pourquoi, "à l'initiative des larges masses" disent les gauchistes, toujours prêts à voir la combativité ouvrière où elle n'est pas, en réalité à l'appel d'une lettre de cent cadres syndicaux dont certains sont aussi importants que le responsable de Milan, une réunion nationale extraordinaire de tous ces délégués d'usine a été convoquée "pour redonner un rôle de direction réellement unifiante au conseil national" et s'opposer aux dernières mesures de réduction du "coût de travail"... "parce qu'aucune initiative n'a été prise sur le terrain des investissements, de l'emploi des jeunes et du contrôle des prix" (sic). De tels mots d'ordre vont en fait dans le sens d'un soutien à une participation plus directe du PC au pouvoir puisque ces "condition" qu'ils mettent aux attaques contre les salaires sont les mêmes: d'abord promettre monts et merveilles en compensation de l'austérité,

puis prendre quelques mesures spectaculaires et peu coûteuses, pour enfin pouvoir imposer les réductions en question. Les gauchistes, qui forment l'essentiel de cette base syndicale, applaudissent à cette initiative. Quels que soient leurs différents sur la façon dont doit être rénové l'appareil syndical (certains pensent qu'il faut créer un nouveau pôle syndical, d'autres qu'il s'agit de "démocratiser" l'ancien, les derniers d'agrandir l'assemblée informative), ils sont unanimes sur la nécessité de renforcer et d'élargir le contrôle à la base, pour "remobiliser" des travailleurs écoeurés par l'inefficacité des actions bidons proposées par la gauche et de plus en plus conscients de l'aggravation constante de la situation. Comme la gauche en général, ils confondent ce commencement de désillusion sur les "solutions" de la gauche du capital avec une apathie et craignent le réveil d'une lutte incontrôlable, s'ils "démocratisent" aujourd'hui, c'est pour mieux garder le contrôle général et éviter la contamination en dirigeant les premières percées de mécontentement vers de faux objectifs à grands renforts de phrases.

Face à ces mots creux, à ces manœuvres, les travailleurs, en Italie comme ailleurs, n'ont qu'une solution, celle que leur enseigne l'expérience de leur classe: le long réapprentissage de la lutte, où ils devront forger les seules armes, leur conscience et leur organisation de classe, qui leur permettront de défendre leurs intérêts de classe contre la gangrène d'un système qui révèle chaque jour plus sa faillite.

CHINE

«TOUT CE QUI EST BON POUR LA PRODUCTION EST BON POUR LA REVOLUTION»

R Avec l'accélération de la crise mondiale, l'économie chinoise se trouve de plus en plus battue en brèche et la bourgeoisie se trouve confrontée à une période d'instabilité et de crise aiguë qui se traduit dans ce pays, comme dans tout pays du tiers-monde, par une fragilité des équipes dirigeantes et des rivalités de cliques qui revêtent des dimensions exceptionnelles.

Pour tous ceux qui voyaient dans la Chine le nouveau paradis "socialiste" qui aurait permis un développement rationnel des forces productives et un bien-être pour les travailleurs, les différentes crises économiques et politiques depuis 49, telles le Grand Bond en avant et la révolution culturelle, se chargent d'apporter un démenti cinglant et confirment d'autre part que la Chine n'échappe pas à l'enfer capitaliste. Après la timide reprise qui a suivi la révolution culturelle, la crise, à nouveau, frappe plus violemment, et se répercute aujourd'hui dans plusieurs provinces, par le rationnement de riz qui passe de 6,8 kg à 6,2 kg par personne et par mois. Le traditionnel bol de riz ne devient plus qu'une tasse! Et elle en est réduite à importer des céréales. Devant cette situation catastrophique, qui risque d'entraîner la famine, la bourgeoisie reporte la responsabilité de la crise sur la sécheresse et sur les tremblements de terre, elle lance des appels à la reconstruction nationale en demandant aux travailleurs encore plus de sacrifices, de discipline dans le travail, etc.. à grands coups de slogans, tels que "Tout ce qui est bon pour la production est bon pour la révolution". Face à cette crise économique, les oppositions qui apparaissent au sein de la bourgeoisie ne se situent pas tant sur les mesures d'austérité à imposer à la population mais traduisent des divergences en matière d'orientation politique économique. La "Bande des 4", dite des radicaux, représentait la tendance qui s'orientait vers une politique plus autarcique d'"indépendance nationale" et voyait dans la politique de Teng Hsiao-ping, lorsqu'elle était au pouvoir, un abandon complet de toute velléité d'"indépendance nationale" par une trop grande soumission aux lois du marché mondial. La tendance Teng Hsiao-ping et Hua Kuo-feng, dite des modérés, défend une politique plus "réaliste" en préconisant la relance de l'économie par une plus forte ouverture sur le marché mondial. La politique de la nouvelle équipe dirigeante s'impose dans l'immédiat au capital chinois, et illustre davantage l'impérieuse nécessité que rencontre à pré-

ZAIRE (suite de la p.1)

Ceci ne signifie pas que les intérêts immédiats en jeu dans les pays africains soient strictement identiques pour les USA, la France ou la Belgique; ces derniers ont d'ailleurs échangé des propos aigres-doux à propos de l'ex-Katanga. Les USA sont restés assez silencieux sur les initiatives françaises. Il y a à cela deux raisons: d'un côté il ne leur semble ni nécessaire, ni fructueux, ni possible du fait de réactions intérieures prévisibles, de s'engager aujourd'hui directement et ouvertement auprès de régimes comme celui d'Hassan II au Maroc ou de Mobutu au Zaïre; d'autre part, il leur semble certainement plus qu'avantageux de laisser leurs partenaires s'atteler à cette tâche qui globalement va dans le sens de leur politique tout en leur permettant un certain recul. Il ne peut être en effet que positif pour les USA que le thème au centre de la conférence de Dar-far entre "francophones" ait été l'inquiétude face à la "pénétration soviétique". Et c'est cette préoccupation qui est ressortie sans cesse, beaucoup plus que la mise en avant purement verbale d'une politique d'"indépendance nationale" pour tous, politique qui s'est depuis longtemps avérée être le masque de toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne et qui fait partie des déclarations rituelles.

Les USA ont appris depuis le Vietnam la possibilité de jouer plusieurs cartes à la fois, possibilité que leur permet leur suprématie économique. Cette expérience a été mise à profit au Moyen-Orient, où on a vu l'URSS céder le pas en Egypte, puis en Syrie. C'est cette même politique qui est aujourd'hui

poursuivie, personnifiée au sein de la diplomatie américaine en deux tendances arbitrées par Carter, celle de Schlesinger et des partisans d'interventions plus systématiques, et celle d'Andrew Young, qui en appelle à ce que cesse la "paranoïa" américaine anti-communiste.

Face à cette poussée, il ne reste à l'URSS qu'à tenter de s'imposer militairement en armant la moindre brèche que la crise aiguë fait inévitablement surgir et d'autant plus dans les pays les plus faibles. C'est dotés d'armements russes et entraînés par des cubains que les ex-gendarmes katangais -ex-mercenaires de l'Union Minière belge aujourd'hui convertis en "libérateurs"-, ont tenté leur entrée au Shaba. Une fois de plus, dans ce nouvel épisode sanglant du cours de l'affrontement entre blocs impérialistes, l'URSS s'avère en difficulté, incapable d'asseoir des bases solides face à la puissance américaine avec laquelle elle n'est à égalité que sur un plan strictement militaire. Les USA, laissant libre cours aux "initiatives" du Maroc et de la France, et accélérant leur aide militaire au Zaïre, ont pu se permettre dans le même temps d'entr'ouvrir des pourparlers avec Cuba et de poursuivre leurs livraisons de pétrole et leurs ouvertures vers l'Angola...

Dans le contexte de crise généralisée, les intérêts industriels locaux souffrant plus encore ici qu'ailleurs de surproduction et les hypothétiques marchés étant saturés avant d'être exploités, ne peuvent que provoquer des rivalités de plus en plus exacerbées dans lesquelles s'engouffrent immédiatement les intérêts impérialistes dominants. Ce qui gouverne le va et vient incessant de heurts et de calmes relatifs, d'ententes et d'oppositions, est le mode d'existence même du système dans cette période, l'impérialisme, auquel aucun Etat ne peut se soustraire, l'affrontement qui en résulte tend à sa forme la plus ramassée, non pas entre cinq ou six pays, deux ou trois continents mais deux impérialismes dominants sur la scène mondiale.

C'est en Afrique que se sont transportés les coups les plus rudes que se portent sans interruption depuis la fin de la seconde guerre mondiale puis au travers des conflits de l'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient URSS et USA chacun à la tête de son bloc. Les forces politiques qui appuient traditionnellement l'ouest sont assez claires, par leur optique manichéiste, dans la justification de leur choix. Le gauchisme, défenseur de l'URSS -cachée derrière le rideau de fumée de "libérations nationales" et de "révolutions" de moins en moins cré-

(suite p.5)

INDE

D'UN BLOC A L'AUTRE

• Toutes les bonnes âmes humanitaires, tous les professionnels de la "défense des droits de l'homme" et de la sacrosainte "démocratie" sont maintenant satisfaits. Il a suffi d'une élection pour renverser le régime d'Indira Gandhi et mettre fin à l'état d'urgence. Il n'est point un parti bourgeois qui, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche indienne ne se réjouisse de ce "juste retour à la raison démocratique". Et chacun d'expliquer que c'est la "volonté des masses" qui a mis fin au régime honni de la dictature. Heureux pays donc, où les masses innombrables d'affamés, de sans-logis mourront de faim dans les douleurs les plus atroces, auront la fierté de dire qu'ils ont "librement" et "démocratiquement" choisi leurs nouveaux élus, leur nouveau gouvernement qui pourra non moins -et encore plus même- "librement" exercer la féroce dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat avec des balles et des prisons devenues -enfin!- "démocratiques".

Jamais pourtant le renforcement des blocs sur un pays jadis "non-aligné" ne s'est manifesté avec autant de clarté que pendant ces "libres" et "démocratiques" élections. L'élimination d'Indira Gandhi marque le passage de l'Inde du camp russe, où elle se trouvait, dans le camp américain. Les élections, imposées par les USA, n'ont fait que traduire en acte ce changement de camp, en gestation depuis de longs mois au travers de l'élimination de l'allié d'Indira Gandhi, le PC, chassé des gouvernements provinciaux à la tête desquels il se trouvait. Indira Gandhi a dû se plier elle-même peu à peu aux volontés des USA d'éliminer du sous-continent indien les dernières positions de l'URSS, et quitter "volontairement" le pouvoir. Quand les deux blocs impérialistes se préparent déjà à une troisième guerre mondiale, il n'y a

(suite p.5)

SI TU PREPARES LA GUERRE, PARLE DE PAIX...

Après l'échec des négociations sur la limitation des armes stratégiques et le déplacement à Moscou du nouveau commis-voyageur des intérêts américains, Cyrus Vance, la relance mutuelle des pires accusations succédait aux déclarations creuses et emphatiques de chacune des deux grandes puissances sur "le renforcement de la détente", "le maintien de la coexistence pacifique" et leur "volonté de consacrer toute leur force à la limitation de l'armement". Les récriminations d'un Gromyko, représentant du gouvernement soviétique, devant "le manque de sincérité des américains" faisaient écho aux indignations d'un Carter sur "la mauvaise foi soviétique".

Ces bouffonnes démonstrations des sommités de la pègre bourgeoise sur le devant de la scène politique mondiale seraient des tableaux d'une mauvaise comédie si elles ne masquaient la tragique réalité des préparatifs à la guerre impérialiste: le gigantesque développement et la généralisation de la course aux armements entre les blocs. Tous ses discours comme les autres alibis sur "défense d'une bonne et juste cause" (la "moralisation" des USA à l'intérieur de leur zone d'influence, la campagne "pour le respect des droits de l'homme", le battage de l'URSS sur le "principe de non-ingérence" et "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes") (1), constituent en fait une des pièces essentielles de la mise en condition idéologique à l'intensification de ces préparatifs à la guerre.

des armes de l'idéologie...

BTirons les enseignements que nous li-vre l'histoire: il suffit d'évoquer les propos de Daladier ou des Chamberlain à la veille de 39. C'est lorsque la bourgeoisie parle le plus de son oeuvre pour le maintien de la paix qu'elle se prépare le plus activement à fourbir les armes de la guerre.

Alors que le premier accord sur la limitation des armes stratégiques signé en 1972 doit prendre fin en octobre 77, le déblocage des négociations sur SALT II est présenté comme un objectif prioritaire dans le programme de politique étrangère de la nouvelle administration américaine au point qu'il a constitué le point central de la première conférence de presse de Carter, un mois après son installation à la Maison Blanche.

Cependant, quelques jours auparavant, lors de sa tournée européenne, le premier souci du vice-président Mondale avait été de rencontrer à Bruxelles le Conseil des forces de l'OTAN pour ensuite réclamer une participation plus importante des Etats européens au renforcement du potentiel militaire au sein de l'OTAN et proposer un déblocage des crédits américains aux armées occidentales. Ainsi, lorsque Carter annonce que, selon lui, un accord sur les engins stratégiques assurerait "les fondements permanents d'un monde pacifique", s'il ne peut duper que les plus crédules des

bourgeois, il poursuit, en la jonchant de déclarations sur la "pureté" de ses intentions une politique d'aggravation de la tension entre les blocs, comme le concrétisent les manoeuvres qui aboutissent à l'échec des négociations SALT. Il faut voir en effet quelles étaient les propositions des américains: soit une réduction des fusées stratégiques de 2400 à 1800, en y incluant les dernières prouesses technologiques (parmi lesquelles les fusées à ogives multiples seraient limitées à 1200, c'est à dire à peu près la réserve américaine), soit un maintien de leur nombre en remettant à plus tard d'hypothétiques négociations sur les "délicates questions" des engins les plus perfectionnés. De telles conditions étaient en effet inacceptables pour les russes, qui doivent compter avec un retard technologique de 5 ans sur les USA, et pour qui il ne saurait être question de laisser le champ libre aux américains pour intensifier leur production, pas plus que de se laisser imposer par les USA l'envoi d'un quart de leurs missiles au rebut. Quand on sait qu'une seule de ces fusées à têtes multiples de haute précision peut transporter une charge une centaine de fois supérieure à celle d'Hiroshima, il est facile de constater la capacité des protagonistes d'anéantir l'essentiel du potentiel économique de l'adversaire et la vie de milliards d'hommes. Se proposer d'assécher l'océan avec une petite

cuillère aurait autant de sens qu'une "réduction des armements" de ce calibre! En fait, il ne peut s'agir que de limiter ce dont on n'a pas besoin.

Les vertueuses protestations des deux parties sur leur "mauvaise foi" réciproque cachent mal la réalité des enjeux. A quoi rime en effet la sinistre mise en scène du sommet de Moscou, sinon à renforcer l'alibi idéologique de la course aux armements et à battre le rappel de la nécessité d'un repli des Etats vassaux derrière la puissance dominante des blocs?

...à l'idéologie des armes...

La non-comptabilisation des armes stratégiques dans l'ensemble du bloc va de pair avec la non-limitation des armements classiques (elle aussi enrobée dans un simulacre de négociations à Vienne). Une formidable concentration de troupes et d'arsenaux se fait face en Europe Centrale -notamment en RDA, Tchécoslovaquie, Hongrie à l'Est, en RFA, au Benelux, en Norvège à l'Ouest. La production et la vente d'armes connaissent un développement fantastique. La défense nationale absorbe 13 % du PNB en URSS contre près de 9 % aux USA. A eux deux, les dépenses militaires des Etats-Unis et de l'URSS s'élevaient à 200 milliards de francs actuels en 1976, ce qui ne représente pourtant que 55 % de la dépense globale des armées dans le monde. La moitié de cette somme est en outre consacrée à leurs ventes d'armements, pourvoyant en armes sophistiquées les "pays amis" tels le Japon, la Turquie, l'Iran.

Notamment dans le camp américain, face à des pays pouvant fournir une technologie concurrente, les USA sont en mesure d'imposer leur matériel, comme dans la récente affaire du "marché du siècle" où quatre pays européens (Danemark, Suède, Belgique, Pays-Bas) choisissaient l'équipement américain contre les avions de Dassault.

Fin 76, la campagne alarmiste menée par les milieux militaires américains dans "US News" ou dans "Time" sur la nécessité d'un "rééquilibrage" des forces de défense avait, en plus de viser l'obtention de crédits supplémentaires par le Congrès, la fonction de chercher à

impulser au sein du bloc l'approvisionnement en matériel américain plus perfectionné.

De même, les mesures que vient de prendre Carter contre l'utilisation du plutonium dans les centrales atomiques, en poursuivant le rôle du traité de non-prolifération nucléaire viennent renforcer le contrôle du pays le plus puissant sur son bloc, contrôle également marqué par la défiance envers les pays que l'instabilité politique met à la merci d'un renversement d'alliance comme lors du veto apposé à la fourniture par la France d'une centrale nucléaire au Pakistan.

les lois du capital en crise

Partout, s'assurer du repli des Etats dans leur bloc de tutelle devient la grande affaire des gendarmes russes et américains, partout la production et la vente d'armements et de matériel de guerre s'intensifient. L'essor de cette industrie est le corollaire de la paralysie des rouages économiques vitaux du capitalisme, constituant le seul débouché que puissent s'offrir les bourgeoisies nationales.

La prolifération des engins de mort, écume qui s'amoncelle à la surface de la crise est le signe que le système est une nouvelle fois entré dans une crise aiguë de sa phase d'agonie dont il ne peut sortir qu'à travers la plus monstrueuse de ses barbaries. Dans chaque Etat, des plus faibles aux plus puissants, la bourgeoisie est prise dans un engrenage duquel, ni les intentions, ni les discours, ni les actes, ne sauraient la dégager. Les quelque 20 millions de morts de la première guerre mondiale, les quelque 50 millions tués dans la seconde ont prouvé que le capitalisme ne pouvait survivre qu'à travers son auto-mutilation. En 45, la bourgeoisie a démontré qu'elle ne reculerait pas devant l'emploi des armes les plus terribles. Aujourd'hui, avec la poussée dans la sophistication de ces armes (aux USA, on peut lancer de n'importe où: sol, air, mer, une bombe miniaturisée atteignant une fois et demie la puissance de celles d'Hiroshima et de Nagasaki), les conséquences d'un conflit mondial se-

(suite page 5)

CHINE 1927: L'ISOLEMENT DANS LA REVOLUTION

Nous publions ici la deuxième partie de l'article publié dans le n° 36 de RI, "L'isolement dans la révolution". Après avoir situé dans le premier article les conditions dans lesquelles ont mûri les événements en Chine, nous voyons ici plus concrètement les conséquences du reflux de la révolution mondiale sur la lutte du prolétariat en Chine et de la politique de l'Internationale dégénératrice, de plus en plus au service de l'intérêt national de la Russie. Dans le prochain article, nous tenterons de tirer plus précisément les leçons de ces mouvements qui ont secoué la Chine voici 50 ans et qui constituent une des plus tragiques et des plus riches expériences du prolétariat mondial.

Le 30 mai 1925, les étudiants et les ouvriers manifestèrent à Shanghai en solidarité avec une grève dans une usine japonaise de coton. La police municipale dirigée par les anglais tira sur les manifestants, en tuant 12. La réponse ouvrière fut immédiate. En deux jours, Shanghai, Canton et Hong-Kong furent paralyés par une grève générale. A Shanghai, la grève était dirigée par le syndicat général du travail, dirigé par le PC; mais à Canton et Hong-Kong, l'organisation de la grève était assumée par un soviet embryonnaire, la Conférence des délégués de grève. S'appuyant sur 250 000 grévistes, qui éliaient un délégué pour 50 travailleurs, la conférence mit en place 2000 piquets de grève, s'empara des hôpitaux et des écoles, renversa l'administration de la justice et assura un boycott total des produits britanniques.

La réponse des puissances impérialistes fut inévitablement hystérique, face à la vindicte de ces "coolies" et de ces "chinois" qui secouaient un poing coléreux devant leur nez. Mais cette énorme manifestation du danger prolétarien eut aussi un effet significatif sur la soi-disant "bourgeoisie nationale", organisée dans le Kuomintang. Ce parti avait toujours été le fruit de la difficile alliance d'industriels, de militaires, de petits bourgeois rêveurs, d'étudiants -en fait de toutes les couches exceptées les plus vénaux et les plus soumis de la bourgeoisie "compradore" et les seigneurs de la guerre (dont beaucoup rejoignirent d'ailleurs le Kuomintang lorsque le vent tourna). Initialement, sous la direction de Sun-Yat-Sen, le Kuomintang avait senti qu'il pouvait utiliser une alliance

avec le PCC à partir du moment où celui-ci pouvait mobiliser le prolétariat urbain pour la "révolution nationale". Tant que les luttes du prolétariat étaient dirigées contre les entreprises étrangères et la domination impérialiste, la bourgeoisie indigène était prête à les supporter. Mais les grèves de 1925 ont grandement fait avancer la position du Kuomintang en Chine. Mais quand les grèves commencèrent à s'étendre aux entreprises chinoises, où les conditions de travail n'étaient pas moins épouvantables que dans les usines à sueur étrangères, la "bourgeoisie nationale" découvrit que les travailleurs s'engageaient dans des "excès inconsidérés", que c'était "une chose que d'utiliser les travailleurs, ... mais une autre que de les laisser avaler plus qu'ils ne pouvaient digérer" (1). Très vite, les capitalistes chinois apprirent qu'ils avaient beaucoup plus de choses en commun avec les "impérialistes étrangers" qu'avec "leurs" travailleurs.

En conséquence de quoi, le Kuomintang commença à se diviser entre une aile droite et une aile gauche. La droite représentait les intérêts de la grande bourgeoisie, qui voulait mettre fin à la lutte des travailleurs, se débarasser des communistes et arriver à un compromis avec les impérialistes occupants. La gauche était conduite essentiellement par des intellectuels et des militaires du rang et voulait maintenir l'alliance avec la Russie et le PCC. Le Comintern, en particulier Staline, mit fortement l'accent sur cette "gauche", la présentant comme une opposition résolue à l'impérialisme, mais les événements montrèrent qu'elle ne faisait en fait que gagner du temps

avant de se retourner contre la classe ouvrière. Ce n'est pas un hasard si le principal boucher du prolétariat chinois, Tchchang-Kai-Chek, se présentait à l'origine comme un représentant de la gauche. En fait Tchchang, bien qu'animé d'une ambition personnelle insatiable, symbolise le jeu de l'ensemble de la bourgeoisie durant cette période. D'un côté, il flattait le régime des soviets et faisait de brûlants discours sur la révolution mondiale. De l'autre, il faisait secrètement partie de toutes sortes de tractations avec les forces de l'ordre. Comme les nouveaux dirigeants en URSS, ils se préparaient à utiliser la classe ouvrière chinoise comme un gourdin contre ses ennemis immédiats mais en même temps préparait systématiquement la répression de tout excès -c'est à dire de tout signe de lutte de classe autonome.

En mars 1926, Tchchang fit son premier pas d'importance contre le prolétariat, un coup d'Etat militaire à Canton qui lui donna un contrôle quasi illimité sur l'appareil du Kuomintang. Les communistes et d'autres militants de la classe ouvrière furent arrêtés, et les quartiers généraux des comités de grève de Canton-Hong-Kong attaqués. La grève avait duré des mois, mais fut à ce moment vite brisée par les coups soudains de la répression du Kuomintang. La réponse de l'Internationale Communiste à ce soudain changement dans les positions de Tchchang fut le silence, ou plutôt le démenti qu'aucune répression anti-ouvrière ait eu lieu. D'autre part, la direction Staline-Boukharine dénonçait quiconque dans l'Internationale ou le PCC commençait à être réticent sur les récentes implications de l'alliance PCC-Kuomintang. Tchchang-Kai-Chek avait conçu ce coup d'Etat comme préliminaire à une des plus importantes expéditions qu'il devait mener contre les seigneurs de la guerre du nord. Le Kremlin, à l'origine, s'était opposé à une telle aventure. Mais ses envoyés furent rapidement apaisés par l'orientation de Tchchang vers un relâchement de la répression contre les travailleurs et un maintien de la pression sur l'aile droite du Kuomintang.

L'expédition vers le nord fut la toile de fond fatale des événements sanglants de Shanghai en 1927. Les troupes de Tchchang-Kai-Chek firent des progrès spectaculaires contre les militaristes du nord, en grande partie grâce aux vagues de grèves et de révoltes paysannes qui aidèrent à désintégrer les forces du nord de l'arrière. Le prolétariat et les paysans pauvres luttèrent contre leurs effroyables conditions de vie avec l'illusion qu'une victoire du Kuomintang améliorerait matériellement leur lot quotidien. Le parti communiste, loin de lutter contre ces illusions, les renforçait à l'extrême, non seulement en appelant les travailleurs à combattre pour la victoire du Kuomintang, mais aussi en retenant les grèves ouvrières et la prise des terres par les paysans quand celles-ci menaçaient d'aller trop loin. Selon les mots de Borodine, la tâche des communistes chinois était de faire "un service coolie pour le Kuomintang".

Tandis que le PCC et l'IC oeuvraient à contenir les "excès" de la lutte de classe, Tchchang mettait en place l'écrasement des forces réelles du prolétariat et des paysans qui avaient aidé à ses victoires. Ayant interdit tout conflit du travail pendant la durée de la campagne du nord, Tchchang supprima le mouvement ouvrier dans le Kiang-Si, à Canton et autres villes sur son chemin. Dans la province du Kwangtung, le mouvement paysan contre les propriétaires terriens fut violemment réprimé. La tragédie de Shanghai ne fut que le point culminant de ce processus.

insurrection à Shanghai

Shanghai avec son port et ses industries contenait la fine fleur du prolétariat chinois. La ville était sous le contrôle des seigneurs de la guerre, et les grèves dures des travailleurs contre leurs patrons locaux étaient présentées par le Kuomintang et le PCC comme le prélude au triomphe de la "révolution nationale". Comme l'armée du Kuomintang avançait vers la ville, le syndicat général du travail, contrôlé par le PCC, lança un appel à la grève générale pour renverser la clique dirigeante

(suite page 7)

VIE DE L'ORGANISATION

réunions publiques

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Rouen, Toulouse.

Expression de la vie de l'organisation, les réunions publiques sont un instrument fondamental de notre intervention. Un thème s'est dégagé durant le mois d'avril dans les réunions publiques de deux sections, à Paris et à Dijon : celui des élections contre la lutte de classe.

Durant ces deux réunions, l'affluence fut relativement importante, produit à la fois de la période actuelle et de l'activité régulière et soutenue de notre organisation. Les exposés introductifs situaient dans le cadre du marxisme l'attitude des révolutionnaires face aux élections durant la période ascendante du capitalisme et le changement de perspective qui s'ouvre avec l'entrée du système dans sa phase sénile de décadence.

Dans le débat qui a surgi à la suite de ces exposés, un accord s'est dégagé quant à l'attitude des révolutionnaires face aux élections dans la période actuelle, quant à la nature mystificatrice des élections, arme de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Cependant, au travers de la discussion, notamment à Dijon, certaines confusions se sont exprimées quant à la participation des révolutionnaires aux élections au siècle dernier; ceci a permis de préciser la position marxiste à ce sujet : dans la période ascendante du capitalisme, lorsque la bourgeoisie a encore un rôle progressiste à jouer, la révolution prolétarienne n'est pas à l'ordre du jour et le prolétariat doit tenter d'aménager sa place au sein de la société existante. Les élections à cette époque, sans être un instrument de l'émancipation du prolétariat permettaient encore aux travailleurs de défendre leurs intérêts immédiats. Avec l'entrée dans la période de décadence, le capitalisme ne peut plus rien offrir à la classe ouvrière, c'est pour cela que les réformes ne sont plus possibles et la tâche de

la classe révolutionnaire est de détruire le capital. Les élections à cette période ne sont plus qu'un instrument de mystification de la classe ouvrière.

Au travers de l'analyse de la période électorale actuelle, si un accord s'est manifesté sur la nature des élections au travers de la discussion, se sont exprimées des idées qui, aussi bien à Paris qu'à Dijon, manifestaient une vision immédiatiste de l'activité de la classe ouvrière:

- l'idée selon laquelle le PC serait une expression de la classe ouvrière, dans la mesure où celle-ci ne serait révolutionnaire que lorsqu'elle fait sa révolution. Le PC défendrait donc les intérêts économiques minimums de la classe ouvrière, le terrain économique étant totalement étranger à la prise de conscience du prolétariat. A cette vision a été opposée la nature bourgeoise du PC, et le fait que c'est au travers de la défense de son niveau de vie que la classe ouvrière prend conscience de la nécessité de détruire l'exploitation capitaliste. Un prolétariat incapable de résister à l'offensive du capital contre ses conditions de vie aujourd'hui serait bien mal armé pour faire sa révolution demain.

- l'idée que le prolétariat actuel est incapable de faire sa révolution et que le cours actuel est un cours vers la guerre. Cette idée est l'expression du poids des cinquante années de contre-révolution qui viennent de s'écouler, cinquante années d'atomisation d'un prolétariat réduit à l'impuissance, mystifié par la bourgeoisie qui lui a imposé et présenté ses pires défaites comme des victoires. Nous devons souligner que pour la première fois depuis la grande vague révolutionnaire des années 20, nous voyons ressurgir le prolétariat à un niveau mondial, un prolétariat jeune qui n'a pas encore connu la défaite et qui manifeste de nouveau sa combativité. Cependant, la révolution n'est pas un phénomène inéluctable, les révolutionnaires ne sont pas passifs et de simples observateurs de l'histoire. La seule garantie est l'activité de leur classe et leur propre activité.

Auxerre
Permanences : 3ème mardi du mois, passage Soufflot, de 17 h. à 19 h.

Bordeaux
Réunion publique
Ecrire à l'adresse de RI.

Permanences : Le 2ème mercredi du mois de 17 h. à 19 h. et le dernier samedi du mois, de 14 h. à 17 h. à la "Librairie 33", 24, rue St James.

Clermont-Ferrand
Réunion publique : 25 mai, à 20 h.30
"LUTTE DE CLASSES EN PERIODE DE DECADENCE".

Dijon
Réunion publique : 21 mai à 17 h. à la MJC Maladière, rue Balzac : "LES LUTTES DE LIBERATION NATIONALE".
Permanences : 12 et 26 mai, à 17 h. 30, au Pavillon St Bernard, 1er étage, Campus Montmusard (bd Gabriel).

Marseille
Réunion publique
Ecrire à l'adresse de RI.

AFRIQUE

(suite de lap.3)

dibles- poursuit imperturbablement sa défense. Les guerres actuelles deviennent le conflit entre un seul bloc impérialiste et l'URSS. Ce silence sur la nature purement impérialiste de la guerre qui suppose deux parties capitalistes pour la mener (ne mène qu'au soutien du camp dont on n'ose dire le nom contre le seul camp considéré comme impérialiste.

Aujourd'hui, alors que les "progressistes" arabes ont fait retour sous la bannière "impérialiste", alors que personne ne peut nier, même le plus stupide des bourgeois, que les conflits en Afrique sont ceux du monde entier, où l'intervention des grandes puissances s'accroît de jour en jour, voir dans les guerres la possibilité pour "la lutte courageuse et résolue du peuple" de s'exprimer, c'est se faire les rabatteurs des massacres. La seule perspective passe par la lutte sociale contre la guerre sous toutes ses formes au Zaïre et en Angola, comme en Afrique et dans le monde entier»

M.G.

Mulhouse
Réunion publique
Ecrire à l'adresse de RI.

Nantes
Réunion publique : 21 mai, 3, rue Amiral Duchaffault, à 17 h. : "LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES".

Paris
Réunions publiques : samedi 7 mai : "LUTTES ILLUSOIRES (ECOLOGIE, FEMINISME, REGIONALISME, TERRORISME,...) OU LUTTE DE CLASSE"; samedi 4 juin : "AFRIQUE DU SUD, ANGOLA, ZAIRE... NATION OU CLASSE ? LES COMMUNISTES ET LA QUESTION NATIONALE", à 17 h., au 27, avenue de Choisy (1er étage, salle verte).
Permanences : tous les samedis à 16 h. même endroit.

Toulouse
Réunion publique
Ecrire à l'adresse de RI.
Permanences : tous les samedis, à la cité universitaire de l'Arsenal, à 14 h 30

IMPERIALISME

(suite de la p.4)

raient incalculables. Déjà, en 1961, lors de l'affaire de Cuba, avec la technologie de l'époque, un rapport d'universitaires américains avait dévoilé que les retombées radioactives d'une guerre atomique s'étendraient sur 30 générations.

Cette perspective n'est pas un leurre. Le capitalisme a édifié une mécanique dont le fonctionnement d'ensemble échappe à ceux qui n'en sont que les exécutants et qui sont constamment confrontés à des situations qui les dépassent. La responsabilité du prolétariat dans cette situation est immense. Pour lui, l'alternative doit apparaître plus clairement que jamais : soit anéantir jusque dans ses racines le rapport de production et d'exploitation capitaliste, soit abandonner l'humanité à la plus effroyable des barbaries ou à sa destruction.

Y. D.

NOTE:

(1) Lire dans le numéro précédent de RI l'article "Le doigt sur la détente"

PUBLICATIONS du C.C.I.

Accion Proletaria (Espagne)
Ecrire à l'adresse de RI.

Internacionalismo (Venezuela)
Ecrire à l'adresse de RI

Internationalism
PO Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

Internationalisme (Belgique)
BP 2
Etterbeek 4
1040 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :
IKS
Postbus 452
Nijmegen (Pays-Bas)

Rivoluzione Internazionale (Italie)

CP 469
80100 Napoli

World Revolution (G.B.)
Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6XX

Adresse en Allemagne :
IKS C/o ABC Buchlager
Guethestrass 77
3500 KASSEL

Revue Internationale
DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL :

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Sommaire de la REVUE INTERNATIONALE n°9 - mars-avril-mai 1977
La gauche communiste en Russie : 1918-30 (2ème partie)
Notes pour une histoire de la gauche communiste (fraction italienne, 1926-39)
1er Congrès d'Internationalisme (Belgique)
La "Communist Workers'organisation" (GB) et les leçons du regroupement des révolutionnaires
Rupture avec Spartacusbond (Pays-Bas)
Spartacusbond : seul au monde ?
Correspondance avec "Combate" (Portugal)

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros du journal et 4 numéros de La Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples : 12 numéros de RI seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :

C. Giné CCP La Source 34 195 33

INDE (suite de la p.3)

plus de possibilité d'une politique de "non-alignement" dans le "tiers-monde"; tend à s'imposer le bloc le plus fort économiquement, en l'occurrence le bloc américain. Après le Moyen-Orient, l'Inde traduit le triomphe de ce bloc sur le bloc russe, réduit à tenter l'aventure en Afrique.

Le rétablissement de la "démocratie" en Inde est une victoire américaine et illustre la ligne politique Carter qui est d'assurer la domination des USA par la mise en place de régimes "démocratiques", mieux à même d'assurer la stabilité du bloc. Pour les USA aujourd'hui, la dictature ouverte ne paie plus, quand l'heure est à la croisade idéologique de défense des "droits démocratiques". Ce tournant de la politique américaine se trouve illustré au même moment en Amérique Latine où les USA lâchent peu à peu les équipes qu'ils ont mises en place en Argentine, au Chili et au Brésil.

Néanmoins, le changement de gouvernement en Inde, loin de marquer une stabilisation de la vie politique ne peut qu'ouvrir un cours de convulsions au sein de la classe dirigeante, de plus en plus profondes. Le parti Janata, qui a triomphé lors des dernières élections est une coalition hétéroclite qui va du Jan Sangh, parti d'extrême-droite représentant les intérêts des couches les plus rétrogrades de la bourgeoisie, au PS de Fernandes, président du syndicat des cheminots. La bourgeoisie indienne se trouve comme toute autre bourgeoisie nationale confrontée à la nécessité de nationaliser l'économie et d'exproprier les secteurs les plus vétustes du capital. Le Jan Sangh ne peut que s'opposer à de telles mesures, et sa politique trop ouvertement anti-ouvrière est inadéquate pour le capital indien qui a dû faire face ces dernières années à de gigantesques mouvements de résistance du prolétariat. Si le gouvernement Indira Gandhi s'était manifesté par la mise en place de toutes sortes de mesures de capitalisme d'Etat (blocage des mouvements de fuite de capitaux, planification, etc), il demeurerait trop largement dépendant de l'URSS et ne faisait qu'accumuler les tensions sociales, comme l'a montré l'usure ra-

pide de son allié, le PC indien, en milieu ouvrier.

Il est irrémédiable, face à la crise, à la lutte de classe et pour stabiliser la domination américaine, que des partis comme le PS ou le PCM (non lié à Moscou et à Pékin) prennent de plus en plus de place dans la vie politique indienne, compte tenu de leur orientation en politique étrangère et de leur adhésion pour imposer les mesures de capitalisme d'Etat. Comme le montre l'Europe, où, de plus en plus, les USA s'appuient sur le PS et la gauche non liée au bloc russe, de tels partis correspondent le mieux aux intérêts du bloc américain. Dans ce sens, la coalition actuelle est une transition vers un gouvernement de gauche, seul apte à préserver les mesures d'étatisation prises par Indira Gandhi, mais pour le compte du bloc américain. Une remontée de la lutte de classe en Inde ne manquerait pas d'être utilisée par la gauche pour éliminer des partis comme le Jan Sangh. En fait, dans un pays comme l'Inde, la tendance est non un retour au parlementarisme classique (ce qui semblerait indiquer la "réactivation" du parlement et des partis de centre-droit), héritage de la tradition britannique, mais à une élimination de celui-ci, et donc la poursuite de la politique Indira Gandhi par la gauche pro-américaine.

Les événements du Pakistan montrent, après l'Inde, que le sous-continent indien entre une fois de plus dans une phase de convulsions de plus en plus aiguës. Les centaines de morts de Karachi montrent clairement au prolétariat de l'Inde que l'atmosphère du capitalisme en crise n'est pas illuminée par les lampions de la "paix" démocratique, mais zébrée des balles traçantes d'un capital pourrissant.

Ch.

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

CRITIQUE DE L'ANARCHISME

3. le prix payé à l'opportunisme

la 2^{ème} Internationale et la "lutte politique pure"

• La 1ère Internationale disparaît après l'écrasement de la Commune de Paris, minée par des luttes internes entre ses différentes tendances : organisation ou fédéralisme, "lutte politique" ou "lutte économique", et tout cela dans un contexte de développement du capitalisme.

En effet, dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, se situe toute une période où, mondialement, le capitalisme peut se développer progressivement ; parallèlement, la classe ouvrière pouvait, tout aussi progressivement, obtenir une amélioration de ses conditions de vie. Le degré de développement de la conscience de la classe à cette époque, est donc très dépendant à la fois de cette possibilité d'améliorations et de la forme particulière du développement du capitalisme.

Dans les pays européens, le développement du capitalisme a été marqué par toute une période de heurts avec le mode de production antérieur, provoquant un exode rural forcé et une ruine de l'artisanat. D'autre part, ces pays sont les premiers pénétrés par le capitalisme qui ne dispose encore que de faibles moyens pour installer et équiper ses usines. Les réminiscences de l'artisanat et l'existence de nombreuses petites usines pèsent sur le prolétariat de ces régions : l'anarchisme les influencera tout particulièrement, même sous la forme syndicale.

Aux USA, tout au moins dans le Nord, le capitalisme s'est développé plus tardivement, et avec les moyens technologiques de la grande industrie. Le mouvement ouvrier n'a donc pas été marqué par le poids d'un mode de production antérieur et ne peut espérer retourner à un stade artisanal. Si bien qu'il brûle les étapes de son développement, alliant les conditions objectives du capital industriel aux apports de l'expérience de tout un prolétariat européen émigré aux Etats-Unis. C'est ainsi que le syndicalisme révolutionnaire apparaît aux Etats-Unis.

De cette prospérité du capitalisme ascendant, et, donc, de la possibilité pour celui-ci d'accorder des améliorations de salaires est venue, dans le mouvement ouvrier, toute une forme de

anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire : la "lutte économique pure"

A cette théorie de la "lutte politique pure", s'oppose, dès la 1ère Internationale, celle de la "lutte économique pure". Les socialistes réformistes de la 1ère Internationale faisaient de la lutte politique une lutte pour des réformes immédiates dans le cadre de l'Etat ; les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires, bien qu'ils s'en défendent énergiquement, vont tenter de faire de la "lutte économique" un moyen de lutte politique, puisqu'elle suffirait à détruire l'Etat. Cette théorie représente une réaction, à des degrés différents, à la fois par rapport au contexte du développement du capitalisme ascendant et par rapport à l'opportunisme de la 1ère Internationale.

L'anarcho-syndicalisme, né dans le berceau des horlogers jurassiens de la 1ère Internationale, est encore très fortement rattaché à l'idéologie du petit producteur individuel. Ce n'est donc pas un hasard s'il s'est surtout développé dans les pays où dominaient les petites entreprises et où subsistaient encore des structures pré-capitalistes et agraires nombreuses (Italie, Espagne...). Il est donc très fortement marqué par l'idéologie anarchiste "politique" : anti-militarisme, "négaration de l'Etat"... et surtout apolitisme : "Le parti du travail... coordonne des intérêts et non des opinions... Cette puissance d'absorption des divergences individuelles, sous le rayonnement de l'accord qui découle forcément de la communauté d'intérêts donne au parti du travail une supériorité de vitalité et d'action et le met à l'abri des tares qui atteignent les partis politiques"

dégénérescence basée à la fois sur l'incompréhension des leçons de la Commune de Paris - la nécessité de détruire l'Etat - et sur l'illusion d'accéder progressivement au socialisme par des réformes successives.

Dans ce cadre, pour lutter contre les tendances anarchistes encore vivantes et violemment opposées à la "lutte politique", la 1ère Internationale, créée en 1889 à Paris, avait repris tout le schéma hérité des révolutions passées : "...sont admis au Congrès tous les syndicats professionnels ouvriers ainsi que ceux des partis et associations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique" (Zurich, 1893), "l'action politique" étant définie comme : "la lutte organisée sous toutes ses formes pour la conquête du pouvoir politique" (1896).

L'opportunisme de la 1ère Internationale a consisté à utiliser les erreurs de Marx antérieures à la Commune de Paris sur la "conquête de l'Etat" pour justifier son abandon du marxisme : le passage graduel du capitalisme au socialisme par des réformes. Cet opportunisme, né directement de la situation temporaire du capitalisme au XIX^{ème} siècle, et qui lui supposait une possibilité de développement infini, visait à intégrer de plus en plus la "lutte politique" à l'Etat bourgeois ; en effet, il ne voyait pas la lutte politique comme le moyen de destruction des rapports de production, mais comme le moyen de gérer ces mêmes rapports : en fait, une espèce de "lutte politique pure" qui excluerait tout moyen de "lutte économique" - en particulier, la grève générale.

Ainsi, dans la 1ère Internationale, se manifestent toutes les variantes nationales d'un opportunisme qui allait précipiter le prolétariat dans la 1ère guerre mondiale. Il y a eu, en Grande-Bretagne, l'opportunisme du trade-unionisme, le possibilisme en France, le lassalisme et le révisionisme en Allemagne... Toutes ces déviations, avec des nuances, reprenaient la théorie de Bernstein suivant laquelle le but - la révolution - n'est rien, le mouvement est tout ; l'infection de l'idéologie bourgeoise s'est donc progressivement propagée dans la 1ère Internationale qui est devenue le terrain de l'électoralisme, du ministérialisme, du réformisme, et, finalement, celui du chauvinisme...

(Pouget). C'est ainsi qu'il a pu réagir ponctuellement contre l'opportunisme, tout en ayant une conception relativement gestionnaire du passage du capitalisme au socialisme : en effet, pour l'anarcho-syndicalisme, il pourrait y avoir, organisés parallèlement, une organisation en unions de métiers chargée de veiller aux intérêts immédiats de la classe ouvrière et une organisation en "Bourses du Travail" capables de supprimer et de remplacer l'organisation sociale présente. Ils pensaient donc que la grève générale des bras croisés serait le moyen ultime de la transformation de la société, que l'Etat s'écroulerait de lui-même, et qu'il suffirait de réorganiser la production.

Le syndicalisme révolutionnaire surgit en général plus tard. Il est plutôt le produit d'un capitalisme plus développé (comme en France après 1900) ou d'un capitalisme industriel qui a moins subi le poids du mode de production antérieur (IWW aux USA). Ainsi, il est moins imprégné de l'idéologie anarchiste, et plus par le syndicalisme industriel : de ce fait, il constitue une réaction plus conséquente à l'opportunisme de la 1ère Internationale mais il ne parviendra pas, en raison même des limites du syndicalisme dans une période de décadence du capitalisme, à dépasser le stade de la réaction ponctuelle : "Une entente entre tous les ouvriers qui luttent pour leur émancipation ne peut avoir lieu que sur le terrain économique. C'est d'ailleurs ce qui importe le plus, puisque l'action politique, parlementaire ou révolutionnaire du prolétariat, est également im-

puissante tant que celui-ci ne constitue pas une puissance économique organisée et consciente" (Manifeste des anarchistes au Congrès de la 1ère Internationale, à Londres, en 1896, rédigé par Malatesta et Hamon) : pris entre leurs conceptions anarchistes de fédéralisme et leurs conceptions "syndicalistes révolutionnaires", ils n'ont pu dépasser dans les actes cette compréhension ponctuelle :

Bien qu'ils tendent à se démarquer les uns des autres - par une démarche bien significative des anarchistes qui cherchent toujours dans un mouvement à souligner ce qui le différencie d'un autre - l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire ne sont pas fondamentalement différents : il n'y a entre eux qu'une question de degré, de dosage entre le poids de l'idéologie anarchiste héritée du passé et la force prolétarienne du syndicalisme : ce qui a été la faiblesse exercée par l'anarchisme sur le mouvement ouvrier : l'apolitisme, est devenue une force par le moyen que s'est donné cet apolitisme :

L'épreuve de la guerre et de la révolution

L'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire ont diversement sombré dans le camp de la contre-révolution en 1914, et dans la proportion même où ils subissaient plus profondément l'influence anarchiste.

Ainsi, Bakounine avait déjà préparé le terrain au patriotisme des Kropotkine et des Grave en faisant un subtil distinguo entre le "patriotisme politique, l'amour de l'Etat... expression dénaturée au moyen d'une abstraction mensongère, et toujours au profit d'une minorité exploitante" et le "patriotisme du peuple... fait naturel et social" qu'il faut respecter. De ce fait, la nationalité "devient un principe sacré chaque fois qu'elle est menacée et violée" (Bakounine, "Circulaire à mes amis d'Italie", 19-28/10/71). Kropotkine se fait tout de suite le défenseur le plus acharné de la France et l'adversaire de toutes les "idées de paix" des anarchistes de l'époque : "Dans quel monde d'illusions vivez-vous pour parler de paix ? Mais pensez d'abord à battre cette armée, à reconquérir la Belgique, livrée à feu et à sang, à défendre Paris... Ne laissez pas ces atroces conquérants de nouveau écraser la civilisation latine et le peuple français... Ne laissez pas imposer à l'Europe un siècle de militarisme" (Lettre de Kropotkine à Grave, 2/9/14). Le "Manifeste des Seize", en février 1916, vient alors comme le couronnement de toute cette politique revancharde.

La CGT, alors bastion du syndicalisme révolutionnaire, prônait la grève générale comme moyen de prévention de la guerre : "A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire" ("La Bataille Syndicale", 26/7/1914). Cependant, malgré toutes ces déclarations, la grève générale n'ayant pas eu lieu, les leaders syndicalistes de la CGT, réunis le 1er août, lancent un dernier appel d'impuissance : "Si (les efforts du comité fédéral) ne paraissent pas avoir donné ce que nous étions en droit d'attendre, ce que la classe ouvrière espérait, c'est que les événements nous ont submergés : C'est aussi, nous devons le dire à ce moment suprême, que le prolétariat n'a pas unanimement compris tout ce qu'il fallait d'efforts continus pour préserver l'humanité des efforts d'une guerre. Pouvons-nous demander à nos camarades un sacrifice plus grand ? Quoi qu'il nous en coûte, nous répondrons : non !" Et, après une ultime profession de foi syndicale, la CGT rejoint l'Union Sacrée : Plus tard, elle participera au "Secours National", elle enverra des délégués auprès du gouvernement réfugié à Bordeaux, elle participera à des conférences des socialistes alliés...

Seuls quelques éléments, moins marqués par l'idéologie bourgeoise, ont pu rompre avec le chauvinisme de l'époque, avec la même énergie en août 14 qu'en 1912 à Bâle.

l'action syndicale et la théorie de la grève générale : Cependant, même s'ils ont été des manifestations authentiques de la classe en tant que mouvements syndicaux, l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire ont eu les limites de ce même syndicalisme : aussi longtemps que le syndicalisme était une nécessité de la classe, il ne pouvait y avoir de révolution prolétarienne ; et, lorsque la révolution prolétarienne a été à l'ordre du jour, le syndicalisme ne pouvait plus être une arme de la classe ouvrière. Le syndicalisme révolutionnaire était donc condamné à l'impuissance dès l'origine. Seuls ont pu se détacher de ce mouvement, sous la pression des événements, les éléments qui avaient compris cette impuissance : cette rupture a été d'autant plus profonde que le poids de l'anarchisme pesait moins lourdement sur la volonté de lutte prolétarienne, justifiant ainsi la conception de Lénine : "L'ANARCHISME A SOUVENT ETE UNE ESPECE D'EXPIATION DU MOUVEMENT OUVRIER POUR SES PECHES OPPORTUNISTES". ("La maladie infantile du communisme").

Le 15 février 1915, 35 militants libertaires dont Malatesta, Nieuwenhuis, ... réfugiés à Londres, lancent un manifeste "L'Internationale Anarchiste et la guerre" où ils appellent le prolétariat à s'opposer à la guerre.

Au sein même de la CGT surgit, le 1er mai 1915, toute une minorité opposée à la guerre qui va rejoindre le petit groupe de la "Vie Ouvrière" de Monatte et de Rosmer, constitué dès la trahison de la CGT. L'opposition de la Fédération des Métaux (Merrheim), de l'Ecole Emancipée, du Bâtiment (Lepetit, ...) constitue le dernier sursaut dont était encore capable la CGT en tant qu'organe du prolétariat. Mais, plus tard, cette opposition allait être confrontée avec les limites mêmes du syndicalisme dans une période de décadence du capitalisme.

Les quelques groupes opposés à la guerre vont participer ensuite aux conférences de Zimmerwald, de Kienthal sur des bases relativement confuses, allant du pacifisme au défaitisme révolutionnaire... Seule la révolution russe allait donner aux plus conscients d'entre eux la possibilité de rejoindre le mouvement historique de la classe ouvrière, en abandonnant l'anarchisme. Lefèvre souligne avec justesse l'enthousiasme soulevé par la révolution russe : "La révolution russe a arraché toute l'âme prolétarienne du monde". Et la participation de nombreux anciens anarchistes ou syndicalistes révolutionnaires souligne la dimension du grand espoir qu'elle avait fait renaître.

Ainsi, avec l'entrée du capitalisme dans sa phase décadente, le syndicalisme se trouve vidé de tout contenu : l'époque des réformes est révolue, il est intégré, dans l'Etat. Ainsi, pour la même raison, toutes les variantes du syndicalisme, y compris syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme sont entraînées dans le camp de la contre-révolution dès la 1ère guerre mondiale. Cependant, dans un dernier sursaut, des éléments parmi les plus avancés verront, dans la révolution russe, l'ère de nouvelles perspectives et rompront avec l'anarchisme pour se joindre à la lutte historique du prolétariat. Avec ces ralliements, l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire donnaient enfin ce qu'ils avaient conservé du meilleur élan prolétarien du siècle passé mais leur mort en tant que syndicalisme et anarchisme était néanmoins définitive. Même dans un pays qui n'a pas été engagé dans le premier conflit mondial, en Espagne, ils ont confirmé, par leur attitude dans les événements de 36-37, leur nature contre-révolutionnaire. Ce sera l'objet d'un prochain article.

N. M.



En hommage critique à Monatte et Rosmer

• Grâce à plusieurs importants ouvrages qui leur sont consacrés, Monatte et Rosmer reprennent leur place dans le mouvement ouvrier, au premier plan, non des postes d'honneur mais de dévouement et de travail. Ce n'est que justice car tous deux ont été de purs révolutionnaires convaincus que "le plus haut bonheur humain n'est point dans l'exploitation du présent, mais dans la préparation de l'avenir" (Trotsky). Sans doute, Monatte et Rosmer restèrent, en bien des points, prisonniers de la doctrine syndicaliste, mais ce furent d'authentiques militants communistes qui dédièrent entièrement leurs forces au service de la Révolution. Ce n'est pas amoindrir leur rôle que de montrer en quoi leur action fut marquée par l'empreinte d'erreurs et d'illusions. Aussi ne cacherons-nous pas que l'hommage rendu s'accompagne de dures critiques.

Au noyau de la "Vie Ouvrière", ils voulurent conserver ce qui avait fait la santé, mais aussi la débilite du mouvement ouvrier en France : la tradition libertaire d'apolitisme et d'indépendance farouche des syndicats face à toutes les formations politiques, jusques et y compris du parti ouvrier. C'est l'attitude très réformiste, très parlementariste des charlatans qui explique pourquoi des militants d'une telle trempe étaient hostiles à la "politique" et au parti. Celui-ci, infesté jusqu'à la moëlle des germes de mort, est le premier de toute la XIème Internationale à avoir le privilège, avec le "millerandisme", de la participation à un gouvernement bourgeois, de surcroît aux côtés du Marquis de Gallifet ; c'est lui qui stigmatise la grève générale comme une provocation policière ; qui est envahi par les francs-maçons, bavards d'estrade et de plume. Faute d'un parti digne de ce nom, les syndicalistes révolutionnaires exerceront leur action de préférence au sein de la CGT dont le but était alors "l'abolition du patronat et du salariat".

contre la guerre

Monatte et Rosmer : l'un et l'autre demeureront de ces militants qui refusèrent d'abdiquer leurs profondes convictions d'internationalistes sous le choc de la première guerre. A eux, comme à Lepetit, Vergeat ou Lefebvre revient l'impérissable honneur d'avoir relevé le drapeau abandonné dans la fange par l'ensemble des organisations. Au coup de tonnerre de la conflagration, Monatte et Rosmer saisirent d'emblée son caractère impérialiste des deux côtés. En ces "temps maudits", de la cli-

que parlementaire SFIO sortent plusieurs ministres d'Union Sacrée. Chez les syndicalistes révolutionnaires, Hervé jette son insurrectionnalisme aux orties, l'apôtre de l'indépendance totale des syndicats, Griffuelhes, et Jouhaux qui vient de prononcer l'éloge funèbre de Jaurès tissée de thèmes patriotiques, s'engouffrent dans le train gouvernemental les amenant vers Bordeaux pour collaborer à la défense nationale.

Militants qui ne détenaient aucun mandat parlementaire ou électoral, mais rien que leur foi inébranlable, Monatte et Rosmer rompirent le concert. Ils firent de la "Vie Ouvrière" le pivot du contre-courant dénonçant la vague de chauvinisme anti-boche et de la frénésie revancharde. Au mépris des lois d'exception de la démocratie française, ils déployèrent une activité clandestine sans relâche pour rallier les minoritaires aux thèses de Lénine : arrêter l'hémorragie par laquelle s'échappait le sang de millions de travailleurs poussés à l'abattoir en transformant la guerre impérialiste en guerre civile. Le petit groupe qui, hier, "se borne à tisonner tristement les restes refroidis de l'Internationale" peut maintenant sonner le tocsin de Zimmerwald qui annonce que le prolétariat est ressuscité d'entre les morts.

devant la révolution russe

A l'Orient se levait l'aurore d'un monde nouveau. Ni Monatte, ni Rosmer ne voulurent se contenter d'assister, en esthètes satisfaits, à l'incendie social. Ils s'embrasèrent au feu de la révolution et, tels une chandelle, brûlèrent par les deux bouts. Puisque tant la social-démocratie que l'anarchisme avaient sombré, la place de tout révolutionnaire se trouvait sous le drapeau du communisme, restauré par les fractions, triomphant dans la naissance de l'Internationale. Désormais, c'était elle, et elle seule, qui constituait le levier révolutionnaire pour soulever et culbuter le vieux monde agonisant.

Pour Rosmer, l'adhésion se fit d'un bond qui le hissa à la hauteur des plus lucides et aux tâches les plus lourdes : représenter les communistes français à l'exécutif de l'IC, et se charger de la direction de l'"Humanité". Les discussions avec Trotsky et les émigrés russes du "Nache Slovo" à Paris avaient fini de persuader Rosmer du besoin vital de constituer un parti rejetant les méthodes sans principes de la social-démocratie, un parti sans rien de commun avec le parti des Longuet et des Guesde. Chez Monatte, le pas à

franchir le seuil du parti se fit avec lenteur et sur une illusion propre à l'école libertaire selon qui le caractère de la révolution russe est syndicaliste et les perspectives économiques doivent avoir la priorité sur le pouvoir politique du prolétariat.

Plus encore que Rosmer, ouvert aux problèmes politiques, Monatte -artisan de la Charte d'Amiens- se fit dans le débat sur les rapports entre le Comintern et le Profintern (1) le défenseur de l'indépendance syndicale. Si Rosmer s'était assez vite dépêtré de ses préjugés syndicalistes, Monatte ne se dégagea jamais complètement de l'idéologie syndicaliste. Préoccupé de ne pas le voir tomber à la remorque du parti, il concevait toujours que le syndicat se suffit à lui-même et doit devenir l'organe de la dictature du prolétariat s'ouvrant sur la période de transition. Mais, pour Monatte, le chemin aboutissant au gouvernement des hommes à l'administration des choses passait par la voie syndicale. Sa grande carence théorique fut de concevoir le communisme, non comme la fin de l'économie, mais comme domination des producteurs sur l'économie. En cela, il s'apparentait plus à Proudhon qu'à Marx.

Quand s'effectuera le "retour à la normale", ils étaient encore sur la brèche, tout aussi ardents qu'aux heures les plus passionnantes de l'épopée prolétarienne. Mais ils furent impuissants à s'assimiler à fond les leçons de la défaite, en particulier le rôle déterminant qu'y avaient joué le syndicalisme, le front unique et la tactique de la "révolution par étapes".

Monatte ne vit jamais que les bases du syndicalisme étaient définitivement anéanties par la décadence du système. Au contraire, pour lui, l'effort des minorités révolutionnaires devait tendre à redonner aux syndicats leur lustre de jadis, à leur faire exprimer la volonté et les espérances de la classe ouvrière à condition d'en chasser et les Jouhaux et les Frachon.

Toute la vie de Monatte fut dominée par l'esprit de la Charte d'Amiens, ce qui l'amena à régresser vers des positions excessivement dangereuses. Par souci d'"unité syndicale", il fit la paix avec des éléments comme Dumoulin et Merrheim, rapidement "revenus" de leurs positions zimmerwaldiennes (de droite) pour rentrer dans le giron du réformisme au service de Jouhaux. Pas à pas, Monatte se rapprocha toujours plus de la droite. Cependant, Monatte avait pour lui des "excuses" : la bolchévisation, qui exclut la gauche révolutionnaire à laquelle il appartenait, pour mettre le parti entre les mains

des pires droitiers, avait exaspéré ses vieux réflexes syndicalistes.

Lorsque Rosmer participa au congrès de fondation de la IVème Internationale, il était loin de renouveler l'acte de portée historique qui avait été la proclamation, en 19, de l'Internationale Communiste. Parce que l'essentiel d'une longue vie admirable s'était puissamment exprimée en ces années de feu, il ne pouvait donner le meilleur de lui-même à cette entreprise mort-née. Lui qui avait toujours fui le carriérisme et vomi les intrigues politiques devait rapidement se séparer du trotskysme pour consacrer ses dernières forces vives à un travail indépendant : "Histoire du mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale", ainsi que le "Moscou sous Lénine". Il s'était rapproché de Nathalia Trotsky : "Obsédés par de vieilles formules périmées, vous continuez à considérer l'Etat stalinien comme un Etat ouvrier. La IVème se prive donc de toute raison essentielle d'exister en tant que parti mondial de la révolution".

Monatte et Rosmer ont constitué de l'extérieur la véritable opposition de classe à la dégénérescence de la Ilème Internationale. Ce qui demeure chez eux eux, c'est l'adhésion à Zimmerwald et à la révolution russe, l'affirmation du caractère prolétarien d'Octobre contre tous les sceptiques et détracteurs "libertaires", la dénonciation de la bestialité du régime capitaliste stalinien. Expriment l'effort de clairvoyance, ils ont, hélas, en même temps, symbolisé les faiblesses du prolétariat en France, faiblesses qu'ils tenaient de leur origine même : le syndicalisme révolutionnaire.

L'échec de Monatte et Rosmer ne constitue nullement une défaillance individuelle, mais représente la terrible difficulté à élaborer et présenter la base du regroupement de l'avant-garde communiste sur des bases solides dans un pays où pullulaient les groupes de "redresseurs", de "reconstructeurs" du parti en prenant mécaniquement modèle sur les quatre premiers congrès de l'IC. Ce qui a manqué à l'un et à l'autre, c'est une analyse approfondie de la période contre-révolutionnaire.

Tout ce qui est tombé en poussière de la tradition syndicaliste révolutionnaire, le vent de l'histoire qui s'est remis à souffler en tempête s'est chargé de l'emporter et de le disperser dans le néant..

R. C.

NOTE : (1) Profintern : Internationale syndicale.

ALLEMAGNE

(suite de la page 8)

siasme par les travailleurs. Après le meeting, les orateurs se sont rendus dans les ateliers pour convaincre les ouvriers de faire des heures supplémentaires, de travailler le samedi, etc., ceci afin de prouver aux capitalistes de l'AEG la rentabilité de l'usine. Quelques mois après, au cours d'une nouvelle assemblée, on annonça que l'usine allait être définitivement fermée, et le syndicat ayant persuadé les ouvriers de lui donner carte blanche a bien été obligé d'admettre qu'il n'a rien fait pour empêcher ça. Devant le mécontentement qui en est résulté, les délégués appelaient quelques jours après à un débrayage d'une heure pour protester contre la fermeture.

On voit bien comment opèrent les syndicats. Nous payons nos cotisations de manière à assurer notre défense au travers des syndicats. Si l'agitation se développe à la base, les syndicats s'interposent et négocient. Lorsque les choses leur échappent, il y a quelqu'un dans les syndicats qui donne le signal et la grande machine bureaucratique se met en branle pour "défendre nos intérêts". Nous sommes supposés rester assis sur notre cul, aussi passivement que possible, tandis que beaucoup plus haut, dans les instances dirigeantes de la société, les négociations s'engagent et que des choses se passent. Ce qui se passe, bien sûr, c'est que les syndicats, l'Etat et le grand patronat se mettent d'accord sur la meilleure façon de nous contrôler et de nous exploiter.

Avec nos salutations communistes,

(Berlin, 6-2-1977) ' R.

CHINE 1927

(suite de la page 4)

de la ville et ainsi "apporter son soutien au corps expéditionnaire du nord" et "accueillir Tchang Kai Chek". Cette tentative initiale fut brutalement écrasée après de féroces combats de rue. Les autorités de la cité firent régner une terreur sans merci contre la population travailleuse, mais la volonté de celle-ci resta intacte. Le 21 mars 1927, les travailleurs se soulevèrent de nouveau, mieux organisés cette fois avec une forte milice de 5000 ouvriers et entre 500 000 et 800 000 travailleurs prenant part à la grève générale et à l'insurrection. Les postes de police et les garnisons de l'armée furent attaqués et pris, et les armes distribuées aux forces ouvrières. Le matin suivant, la cité entière, sauf les concessions étrangères, était aux mains du prolétariat.

Une période lourde de menaces s'en suivit. Tchang était arrivé aux portes de Shanghai et, confronté à un soulèvement armé de la classe ouvrière, prit immédiatement contact avec les impérialistes, les capitalistes et les gangs criminels locaux pour préparer son écrasement, tout comme il l'avait fait pour toutes les autres villes "libérées". Bien que les intentions de Tchang devenaient de plus en plus claires, l'IC et le PCC continuaient de conseiller aux ouvriers de faire confiance à l'armée nationale et d'accueillir Tchang comme leur libérateur.

A ce moment, la répression de Tchang avait alerté une minorité active de la classe ouvrière, qui prenait conscience de la nécessité de se préparer à combattre Tchang aussi bien que les seigneurs de la guerre du nord. En Russie, Trotsky appelait à la formation de soviets ouvriers, paysans et de soldats, pour servir de base à la lutte armée contre Tchang et pour l'établissement de la dictature du prolétariat. En Chine, un groupe dissident des représentants de l'IC -Albert, Nassonov et Fokkine- prit une position similaire, critiquant le manque de cohérence de la direction du PCC. Au sein du PCC lui-même, la pression s'accroissait pour une rupture avec le Kuomintang. Mais la direction du parti demeurait confiante dans la ligne de l'IC, selon laquelle tout mouvement contre Tchang jouerait en faveur de la contre-révolution. Au lieu d'appeler à la formation des soviets, le PCC organisa un "gouvernement municipal provisoire" dans lequel il était minoritaire, aux côtés de la bourgeoisie nationale. Au lieu d'avertir les ouvriers des intentions de Tchang, le PCC accueillit ses forces dans la ville. Au lieu d'accentuer la lutte de classe, le seul moyen de défense et d'offensive du prolétariat, le syndicat général du travail s'opposa aux actions de grèves spontanées et commença à brider le pouvoir des milices ouvrières armées, qui avaient un contrôle effectif sur la ville. Après cela, il était possible pour Tchang de préparer soigneusement sa contre-attaque. Le 12 avril, il lâcha ses mercenaires et ses bandes criminelles (beaucoup de ceux-ci furent

habillés comme des ouvriers du récent syndicat "modéré" : l'Alliance Ouvrière). Les travailleurs furent pris par surprise et se retrouvèrent dans la confusion la plus totale. Malgré la résistance acharnée des travailleurs, Tchang rétablit rapidement "l'ordre" dans une orgie sanglante dans laquelle les travailleurs furent décapités dans les rues ou enterrés vivants dans des charniers aux côtés de leurs camarades assassinés. L'échine de la classe ouvrière chinoise avait été brisée.

Quelque temps après cette catastrophe, Staline et ses acolytes admirent que la révolution avait subi un revers, mais insistèrent sur le fait que la politique de l'IC avait toujours été correcte, déclarant que la défaite de Shanghai était "inévitabile". Cependant, maintenant que Tchang et toute la bourgeoisie nationale étaient finalement "passés dans la contre-révolution", il était nécessaire pour les travailleurs d'organiser des soviets et de prendre le pouvoir pour eux-mêmes. Cette nouvelle ligne prit forme dans la "commune de Canton" de décembre 27 -un putsch organisé par le PCC sous le masque d'un soviet auto-proclamé. Bien que des milliers de travailleurs aient répondu à l'appel du PCC de mettre en place la dictature du prolétariat, la majorité de la classe était déjà si démoralisée par les trahisons du PCC et la répression du Kuomintang qu'elle resta en dehors du soulèvement, qui se termina par un nouveau bain de sang.

C.D.WARD.

NON, MESSIEURS LES GAUCHISTES, LE PROLETARIAT EN ALLEMAGNE N'EST PAS INTEGRE !

• Ayant été ravagé par plus d'un demi-siècle de brutale contre-révolution et de destruction capitaliste, né de la démoralisation et de la défaite cruciale du mouvement révolutionnaire qui commença durant la Grande Guerre, le prolétariat allemand aujourd'hui émerge une fois de plus comme la force qui, avec ses frères de classe partout dans le monde, secouera le système capitaliste dans ses fondations avec la nouvelle vague de lutte de classe qui réapparaît.

Nous nous rendons compte de l'importance des forces qui s'opposent à lui. A l'est, les ouvriers écrasés en 1953 sont déjà sur "le chemin du communisme", sous la direction paternelle du SED. A l'ouest, la social-démocratie a prêché la collaboration de classe du haut de l'Etat et souligne les bénéfices de sa politique : Siemens, AEG, Volkswagen, ... installés de par le monde, et le DGB, le "syndicat de la classe ouvrière", dirigeant et investissant dans l'économie, aux côtés de la haute finance. A la fois, en Allemagne de l'Est et de l'Ouest, les structures idéologiques et organisationnelles pour dévier les initiateurs autonomes de la classe, sont soutenues par un Etat hérissé d'armes, de polices et de prisons et capable d'appeler à l'aide les tanks russes ou américains.

La lutte de classe qui se réveille dans les tréfonds de la société donne naissance au besoin de clarté théorique, et à la nécessité de l'arme du marxisme sans lesquels nous serons écrasés. Nous sommes dans un pays où la majorité des travailleurs ne savent pas que leurs grands-parents se battaient dans les rues, ici, à Berlin, en 1919 ; que des dizaines de milliers de personnes assistaient aux meetings révolutionnaires à Alexanderplatz ; que, quand Noske, ayant fui à Dalhem, envoya ses corps-francs, les travailleurs furent massacrés par centaines. Peu savent que les syndicats et la social-démocratie ont sauvé le capitalisme de la révolution prolétarienne.

C'est le poids de la contre-révolution. Cela permet le développement du gauchisme moderne, ce bourbier que nous devons combattre si nous voulons servir les intérêts de la classe ouvrière.

Le KED-ML (une secte maoïste) a publié un texte sur la question nationale écrit dans le meilleur esprit de Ernst Thaelmann. Ces scribouillages allaient jusqu'à admonester le prolétariat pour son manque de patriotisme. Selon eux, les ouvriers allemands ont agi de façon antipatriotique en luttant pour le fascisme durant la IIème guerre mondiale ; alors qu'au contraire, la petite bande qui essaya d'assassiner Hitler est saluée pour sa ferveur patriotique (alors que le complot contre Hitler était financé par Krupp et Thyssen). Cependant, bien sûr, nul ne peut douter du patriotisme des maoïstes. Certains d'entre eux discutent de la possibilité de travailler avec des "partis bourgeois" spécifiques qui défendent l'intérêt national contre le "social-impérialisme" et le "social-fascisme". Et, de manière assez significative, à l'occasion de la mort de Mao, Franz-Josef Strauss, en faisant l'éloge du boucher des ouvriers chinois, avait les mêmes accents qu'un maoïste. Le KED-ML prétend avoir trouvé un élé-

La lettre que nous publions nous a été envoyée par un sympathisant qui travaille à Berlin. Elle nous donne de manière vivante un aperçu sur la combativité grandissante du prolétariat ouest-allemand, et sa réponse à la crise économique du capital allemand.

Elle mentionne les fermetures d'usines et autres mesures de rationalisation mises en place par différentes entreprises ouest-allemandes. Avec l'approfondissement de la crise, de telles mesures ne vont faire que s'accroître.

En ce sens, la lettre illustre le rôle contre-révolutionnaire joué par les fractions de gauche du capital en RFA (les maoïstes du KBW et du KPD-ML, les trotskystes et les stalinien du DKP et du SEW). Non seulement ces forces travaillent main dans la main avec le syndicat (DGB) pour contrôler la force de travail à la base, mais leur rôle au sein de la bourgeoisie ne s'arrête pas là, déjà ils se posent comme sergents-recruteurs dans la guerre que la bourgeoisie prépare, essayant de mobiliser les travailleurs pour la défense du capital allemand jusque dans l'affrontement inter-impérialiste.

La lettre dénonce le mépris des gauchistes allemands pour le prolétariat avec toutes leurs fadaïses sur la soi-disant discipline du prolétaire allemand, démontrant au contraire l'importance du prolétariat d'Allemagne et la place qu'il aura dans la révolution mondiale.

ment progressiste dans la bourgeoisie allemande. Le KED va même plus loin, disant que la Bundeswehr (l'armée ouest-allemande) est un instrument valable pour la défense de la nation contre la menace venant de l'Est. Le KBW a le front de déclarer qu'en cas de guerre impérialiste, il prendrait une position défaitiste révolutionnaire, tandis que, par ailleurs, il est plein d'enthousiasme pour la guerre "anti-fasciste" de 1939-45. Le KED-ML (Neue Einheit) voit dans la CEE une unification progressiste des peuples de l'Europe de l'Ouest, face aux deux super-puissances et n'a rien à dire à propos de la nature capitaliste et impérialiste du Marché Commun.

Ainsi, la branche maoïste du gauchisme représente une variété de secte égarée, unie seulement par le crétinisme stalinien et sa nature anti-ouvrière. Mais, toutes les formes de gauchisme en Allemagne sont caractérisées par une arrogance profonde vis-à-vis du prolétariat qui rappelle fortement l'attitude des gauchistes irlandais (et britanniques) par rapport aux travailleurs "protestants" d'Irlande du Nord, qui refusaient simplement de rentrer dans aucun des quelconques programmes "marxiste-léniniste", "socialiste" ou "anarchiste" pour changer le monde. Cette vision du prolétariat vient du mouvement étudiant des années soixantes, quand les travailleurs allemands restèrent immobiles face aux tentatives de les mobiliser pour soutenir la "lutte de libération nationale" au Vietnam. Choqués et frustrés, ils tournèrent leurs impatiences révolutionnaires vers l'université, le marginalisme et autres pègres, et, par dessus tout, vers les luttes des paysans du tiers-monde, en consolation. Ou bien ils abandonnèrent toute activité avec dégoût, et allèrent vers les drogues, l'éducation expérimentale et la guérilla. Ou, comme le trotskysme, reléguèrent la révolution aux calendes grecques et retournèrent à leurs laboratoires académiques pour en ressortir avec le dernier slogan et la dernière revendication transitoire. Ou, comme les "spontex" et les néo-marcusien, ils condamnèrent le prolétariat comme petit-bourgeois et eux-mêmes s'y substituèrent comme sujet révolutionnaire. C'est alors que, sans attendre une direction pour leur "donner" le monde, les travailleurs en se lançant dans le mouvement de grèves de 69, ont détruit toutes les perspectives de la gauche.

Aujourd'hui, avec la crise mondiale attaquant les travailleurs de la manière la plus violente, au travers du chômage, de l'inflation, des nationalisations, etc... la gauche, depuis les stalinien pro-russes (le DKP en RFA, le SEW à Berlin-Ouest) jusqu'aux maoïstes, trotskystes et anarchistes, essaient de mobiliser la classe autour de la défense des "droits de l'homme" et des "libertés civiles", face aux nouvelles lois passées à Bonn. Ces "libertés", bien sûr, existent seulement pour cacher aux travailleurs la véritable nature de l'Etat comme instrument de répression du prolétariat, pour la préservation du capitalisme. En défendant ces libertés, même quand les fractions dirigeantes vont à l'encontre, la gauche réussit à maintenir ces illusions au sein de la classe, jouant ainsi son véritable rôle de fraction du capital. Tandis que les travailleurs de l'imprimerie qui furent attaqués à coups de matraque et de gaz lacrymogènes par la police le printemps dernier à Berlin ont déjà appris le secret de la dictature de la bourgeoisie qui demeure un livre fermé pour tous les "marxistes-léninistes" de notre temps.

Dans l'usine où je travaille, il y a eu de violentes altercations entre les ouvriers et le directeur, le mois dernier, à propos d'abord de l'utilisation de produits chimiques dangereux, et, ensuite, des menaces de la direction contre l'"abus" d'arrêts-maladie (ces menaces, qui ont soulevé un tollé de protestation, venaient en conclusion d'une assemblée générale du personnel au cours de laquelle nous avons du subir une heure durant des discours lénifiants et enjôleurs sur la convergence des intérêts des travailleurs avec ceux de la boîte, tout cela sous l'oeil souriant et approbateur des délégués syndicaux.

Ces conflits projettent, pour moi, une lumière crue sur le mythe écoeurant de la "soumission de l'ouvrier allemand à l'autorité", tant populaire aujourd'hui parmi les gauchistes qui ont, pour l'expliquer, toute une théorie "scientifique" sur la base d'un prétendu développement exceptionnel du capitalisme en Allemagne : existence d'un Etat féodal (!) jusqu'à la révolution de novembre, influence de l'Eglise et de l'armée, présence depuis une récente époque de travailleurs émigrés qui auraient hérité de tous les sales boulots sans oublier, bien entendu, une aristocratie

du travail depuis longtemps intégrée. Ces aberrations ne sont en aucune façon des nouveautés. La boutade de Lénine sur le prolétariat allemand est bien connue. Dans le livre d'Otto Ruhle : "De la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne", on trouve des ordures comme ce commentaire sur les conseils de travailleurs et de soldats : "Ils furent certainement imparfaits et souvent inadaptés. L'ouvrier allemand a confirmé là encore que l'allemand n'a pas de grande aptitude à la révolution." Toute cette mentalité petite-bourgeoise se ramasse pour finalement arriver à jeter la disgrâce suprême sur un prolétariat allemand qui s'est laissé embrigader dans l'entreprise de guerre fasciste au lieu d'aller mourir pour la démocratie bourgeoise à l'exemple des prolétariats américain, anglais ou français, ou encore pour les visées impérialistes de la patrie socialiste comme le firent les ouvriers russes.

J'ai eu des discussions très positives sur les syndicats avec les copains de travail. Il est très significatif qu'elles se soient développées à partir surtout de la question d'un camarade qui voulait savoir pourquoi je n'étais pas inscrit au syndicat. Je connais des gauchistes qui n'ont jamais eu la chance de parler ouvertement de tels sujets avec leurs collègues, étant eux-mêmes entrés dans les syndicats. S'ils le faisaient, ils pourraient apprendre quelque chose des travailleurs, dont la plupart haussent simplement les épaules devant les activités du syndicat et déclarent que les marchandages syndicaux ne sont qu'une manière de tondre la laine sur le dos des ouvriers.

Voici un exemple, qui vient de l'usine AEG à Berlin-Ouest, et qui est très illustratif à bien des égards. En protestation contre un accroissement criminel des cadences de travail par le patronat, les ouvrières (en grande partie turques) d'un des secteurs de production ont entrepris un bref débrayage. A la suite de quoi, un camarade allemand, a été mis à la porte avec le consentement écrit du délégué syndical. Un certain nombre d'ouvriers se sont rassemblés après le travail afin de rédiger un tract là-dessus. Parmi ceux qui étaient présents à cette réunion, il y avait un membre du KBW (maoïste) qui, après avoir vu son parti, sans en informer ses collègues de travail, s'est arrangé pour qu'un tract rédigé par lui-même soit tiré par le KBW et distribué le lendemain à la porte de l'usine par les militants de son parti. Dans leur tract, les maoïstes, tout en se joignant au mouvement général qui condamnait le délégué impliqué, proclamaient que toute la solution au problème consistait à élire un meilleur délégué la prochaine fois ! Cet incident fut bientôt recouvert par l'annonce que l'usine allait être fermée, dans le cadre d'un plan de rationalisation d'AEG. Une partie de l'activité y serait maintenue après le plan, tandis que l'autre serait transférée dans d'autres branches d'AEG.

à Berlin. Dans une assemblée générale spécialement convoquée, les délégués syndicaux dirent aux ouvriers que le syndicat allait engager le combat pour empêcher la fermeture. Cette déclaration a été accueillie avec un grand enthousiasme.

(suite p. 7)

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitalistes au sein du prolétariat.

Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes -sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

• Les "luttes de libération nationale

Le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-interrrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.